

# Kadhafi dégage !

# HALTE AU MASSACRE !

*Malgré une terrible répression menée par Kadhafi et ses fils, le peuple libyen continue de réclamer la fin de la dictature qui dure depuis 42 ans. En France, il est urgent d'organiser le soutien en créant des collectifs, en organisant des réunions publiques... réunissant l'ensemble des forces de gauche.*



(AMR DALSH/REUTERS)

**M**algré une censure totale, la dictature sanglante de Muammar Kadhafi ne peut plus aujourd'hui cacher, ni l'horreur ni l'ampleur de la répression en cours en Libye. Après avoir nié, puis sous-estimé le chiffre des victimes des massacres de masse commis par la garde présidentielle, elle assume pleinement ses actes. Saef al Islam, un des fils du «guide», avait d'ailleurs clairement annoncé les intentions du régime dès la semaine dernière: «Ce sera la guerre civile et nous ne pleurerons pas 84 morts, mais des milliers et il

y aura des rivières de sang». Qui pourrait en douter, quand on sait que ce même pouvoir n'avait pas hésité en 1996 à liquider 2000 prisonniers politiques islamistes, ni à tirer le 17 février 2006 sur une manifestation en direction du consulat italien, faisant quatorze morts? Cette date proclamée depuis «jour de la colère» a constitué le signe de départ et de ralliement du soulèvement actuel. Qui pourrait en douter après avoir vu ces avions de guerre mitraillant une foule de manifestants? Les images aujourd'hui sont comme les internationalistes que nous sommes,

elles ne reconnaissent pas les frontières et ne permettent plus les massacres à huis clos. Et c'est bien la ferveur communicative des révolutions égyptienne et tunisienne qui alimente les insurgés de Benghazi, Musratha ou Tripoli. C'est bien la fuite précipitée de Ben Ali et le départ contraint de Moubarak qui ont permis de transformer ce qui relevait de la douce utopie, il y a à peine deux mois, en un objectif réalisable. Mais ce n'est qu'un début, les révolutions arabes n'ont pas fini de nous surprendre.

SUITE PAGE 2



**Agenda**

**18-27 février, semaine anticoloniale, Paris.** La 6<sup>e</sup> édition de la Semaine anticoloniale se termine. 25 février : assemblée des peuples sans État au centre culturel kurde, de 18 à 23 heures, 12 rue d'Enghien, M<sup>o</sup> Strasbourg-Saint-Denis.  
26 février : manifestation « *Sortir du colonialisme* », à 15 heures, place de la République, Paris.  
infos : [www.anticolonial.net](http://www.anticolonial.net)

**25 février, Bagnole en musique pour Gaza.** Soirée de solidarité pour financer un bateau pour Gaza animée par Brahim Senouci (AFPS). En présence de Jacques Gaillot, co-président de Droits Devant !, et de Marcel-Francis Kahn, ancien président de l'AFPS, militant pour la paix au Proche-Orient. Concerts : Barok Théâtre (musique et lecture sur des poèmes de Mahmoud Darwich), HK et Toufik en duo Accoustik (du groupe HK et les Saltimbanks). RV à 19 heures, restauration, vente de produits palestiniens et à 20h30 pour le début de la soirée.  
Entrée : selon vos possibilités (à partir de 5 euros). L'Échangeur : 1, avenue Galliéni (M<sup>o</sup> Galliéni, bus 76 arrêt Général-De-Gaulle)

**25 février, réunion publique, Paris.** Le comité Paris 19<sup>e</sup> Pantin-Jaurès vous invite à une réunion publique « *Travailler moins pour travailler tous et gagner plus ?* », avec Alain Krivine.  
RV à 19h30 à La Poule au pot (salle à l'étage), 174, avenue Jean-Jaurès, Paris (M<sup>o</sup> Ourcq ou Porte de Pantin). Entrée gratuite.

**25 février, Tunisie-Égypte, Paris.** La Société Louise-Michel, la Fondation Copernic et les Éditions La Découverte vous invitent à une réunion-débat « *Tunisie, Égypte : la révolution !* », avec Sophie Pommier, Béatrice Hibou et Nahla Chaha.  
RV à 19h30, salle Jean-Dame 17 rue Léopold-Bellan, Paris 2<sup>e</sup>.

**1<sup>er</sup> mars, réunion débat, Président des riches, Vitry-sur-Seine.** Attac Vitry, EÉ-Les Verts(Vitry), le NPA (Vitry), le PCF (Vitry) et le PG (Vitry) organisent une réunion-débat avec les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon à propos de leur livre : *Le Président des Riches*. RV à 20 heures, salle Robespierre (sur la dalle derrière le cinéma).

**1<sup>er</sup> mars, réunion publique contre les expulsions, Paris.** Les associations animatrices du RéSEL organisent un débat public sur la question du logement. RV à 18h30, Salle Henaff, annexe de la Bourse du travail, 85 rue Charlot (M<sup>o</sup> République).

**2 mars, Réunion débat sur les révolutions des peuples tunisien, égyptien, libyen...**  
Le NPA 92 sud organise une réunion débat avec Omar et Wassim, militants égyptien et tunisien du NPA et Adel membre du Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT). RV à 20 heures, salle Paul-Vaillant-Couturier, avenue Paul-Vaillant-Couturier à Bagneux.



# Halte au massacre

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Si terrible que soit la répression actuelle, elle ne peut plus entraver le cours de la révolution. Plusieurs villes importantes sont déjà sous contrôle des insurgés, des commissariats et des préfectures sont en feu. Le régime monolithique se fissure inéluctablement et les défections d'ambassadeur se multiplient. Combien de temps ce gouvernement peut-il encore tenir, quand un des piliers du régime, le ministre de la Justice, Mohamed Abdeljali, vient de démissionner.

## SOUTIEN AUX RÉVOLUTIONS

En massacrant sans état d'âme une partie de la population, Kadhafi s'interdit, dans le contexte actuel, de bénéficier d'une quelconque aide extérieure pour sauver sa peau. La fuite en avant dans la répression n'y changera rien. Le vieux dictateur au pouvoir depuis 42 ans, battant en longévité ses collègues Moubarak et Ben Ali, veut encore croire à sa bonne étoile. Il espère rebondir une fois de plus, et sauver la mise grâce aux ressources financières immenses que lui procure le pétrole. C'est sans compter sur

le changement radical des relations internationales que les révolutions imposent aux États impérialistes. L'ONU, qui en 2003 avait décidé la levée de l'embargo de la Libye, en échange de la signature du traité de non-prolifération nucléaire, a décidé la mise en place immédiate d'une commission d'enquête internationale indépendante pour déterminer les responsabilités du régime dans les massacres actuels. Kadhafi, comme Ben Ali et comme Moubarak est devenu tout à coup infréquentable, même aux yeux de ceux qui, il y a quelques mois encore, l'accueillaient en grande pompe et l'invitaient à planter sa tente dans les jardins de la présidence à Paris ou à Rome. Son ami Hugo Chávez chez qui selon de fausses rumeurs il s'était réfugié, se fait aussi très discret. La manne pétrolière libyenne (90% des recettes du pays), tant convoitée par l'Occident sera un enjeu de taille, n'en doutons pas, pour tous ceux qui, la dictature tombée, viendront proposer leur aide à la mise en place d'un nouveau régime.

L'avenir de la révolution libyenne doit être

l'œuvre des Libyens eux-mêmes. Sans ingérence des impérialistes, en liaison et en harmonie avec les autres peuples engagés dans des processus révolutionnaires.

Le NPA est pleinement mobilisé dans le soutien aux révolutions en cours au Maghreb et au Moyen-Orient. Il invite tous ses militants et sympathisants à rejoindre partout où ils existent les comités unitaires de soutien et à prendre l'initiative d'en créer là où c'est possible. L'évolution de la situation en Libye exige que nous prenions toute initiative pour se mobiliser dans les prochains jours contre la répression du mouvement populaire. Nous pensons qu'il est temps de mettre en place des cadres de discussions qui permettent de mutualiser les avancées des différentes expériences révolutionnaires. C'est dans ce sens que nous appelons à organiser un grand meeting de solidarité avec les révolutions arabes, avec les autres forces politiques de la gauche française ainsi que tous les collectifs engagés dans le soutien.

**Alain Pojolat**

## regards

Par Katherine Manca, depuis Le Caire

# L'armée égyptienne contre les révolutionnaires

*Malgré la démission de Moubarak, le Conseil suprême des forces armées qui dirige aujourd'hui le pays n'a toujours pas libéré les militants emprisonnés, interdit les grèves et autorise les manifestations au compte-goutte. Pour autant, la population égyptienne n'est pas prête à se faire confisquer sa révolution.*

**D**epuis la chute de Moubarak, c'est l'armée qui est au pouvoir au Caire. Et la plupart des Égyptiens ont confiance en leurs soldats, car ils n'ont pas tiré sur les manifestants de la place Al-Tahrir. Mais quelques voix s'élèvent, chez les ouvriers, les salariés, les artistes et les étudiants, pour dénoncer le Conseil suprême des forces armées. Considéré comme un vestige de l'ancien régime, cet état-major tarde en effet à libérer tous les militants emprisonnés sous le règne de Moubarak, met la pression sur les grévistes pour qu'ils reprennent le travail, interdit l'accès des sites en grève à tous les journalistes, bloque la route vers Gaza et inonde de SMS les portables de tous les Égyptiens, leur enjoignant de rester calmes et de retourner au boulot. Car les forces armées égyptiennes, qui peuvent utiliser à leur convenance tous les réseaux de communication, privés ou publics, Vodafone comme Mobinil, se comportent comme un gouvernement militaire. Sous prétexte d'assurer la sécurité en ville, le couvre-feu est maintenu et l'état d'urgence, en vigueur depuis quasiment 30 ans, n'a toujours pas été levé. D'ailleurs, en fait de protéger la ville, ce sont essentiellement les banques, la Bourse, l'ambassade américaine, le Parlement et le siège de la télévision publique que les tanks protègent. À Chobra, par exemple, un quartier au nord du Caire, aucun tank n'est venu protéger une église qui depuis trois jours est menacée d'être brûlée par des musulmans, sous prétexte qu'un jeune chrétien aurait brûlé le Coran dans la rue. Les coptes doivent donc se débrouiller seuls pour assurer leur propre protection.

## « Militaires attention, on vous surveille »

Vendredi dernier, durant la manifestation censée célébrer la victoire – supervisée par l'armée qui avait monté des check-points un peu partout en ville – certains contestataires pointaient encore du doigt les militaires. « *Hors de question qu'ils nous volent notre révolution comme en 1952* », s'exclamait Ahmed Elkoussy qui, avec une cinquantaine de salariés de son magasin d'arts graphiques, brandissait des pancartes « *La Révolution n'est pas terminée* », « *Militaires attention, on vous surveille* ». Un peu plus loin, au pied du podium, un homme exhibe des blessures juste cicatrisées : « *c'est l'armée, c'est l'armée qui m'a fait ça, il y a quelques*

*jours à peine !* », avant d'être emmené sans ménagement par un officier, loin des journalistes. Car l'armée est nerveuse. Les officiers ne veulent pas qu'on prenne les chars en photo, ils ne veulent pas non plus répondre aux questions. Vendredi soir, après la manif, tandis que les jeunes des quartiers populaires restaient place Al-Tahrir, ceux des milieux plus favorisés déplaçaient leur manif cinquante mètres plus loin, place Talaat Harb. Résultat : deux ambiances complètement différentes. À Talaat Harb, les militaires ont laissé les jeunes faire la fête toute la nuit, tourner des vidéos clips, etc. À Al-Tahrir, impossible d'entrer sur la place, bloquée par un char. L'armée avait même fait appel aux forces spéciales, unité antiterroristes, et avaient réquisitionné un hôtel vide de la place, le Cleopatra, pour en faire un centre de commandement improvisé. « *On ne vous dira pas ce qu'on fait là* », lâchait laconiquement un soldat, posté à l'entrée du bâtiment, dont les abords même étaient interdits. Pour les jeunes des quartiers populaires, couvre-feu obligatoire et surveillance resserrée donc.

## Grèves interdites

Pour les travailleurs aussi. À Mahallah, par exemple, l'une des plus grandes cités industrielles du Moyen-Orient, où les 24 000 ouvriers de l'usine textile étaient en grève pendant cinq

jours jusqu'à samedi, il était impossible de s'approcher de l'usine ; les militaires avaient coupé la circulation. Car les grèves font peur aux militaires. Ils n'ont pas oublié que c'est de Mahallah qu'est parti le mouvement de grève générale du 6 avril 2008, dont est directement issue la coalition appelant à manifester, le 25 janvier dernier, provoquant le départ du raïs. Afin d'apaiser la situation, les forces armées ont donc fini par céder aux revendications des ouvriers et ont viré toute l'ancienne direction de l'usine, corrompue et trop liée à l'ancien régime. Le Conseil suprême a également promis de mettre en place, d'ici six mois, un salaire minimum de 1 200 livres, pour tous les travailleurs d'Égypte et d'améliorer l'assurance santé, les transports publics, etc. Et pour éviter la contagion, qui avait déjà gagné plusieurs secteurs comme les banques, les hôpitaux et le bâtiment, les forces armées ont envoyé deux SMS, dans la nuit de lundi à mardi. Le message est clair : « *Pour des raisons de sécurité nationale, tous ceux qui participent à des manifestations ou des actions qui ne sont pas expressément autorisées par l'armée seront arrêtés.* » Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, un millier de personnes manifestent sur la place Al-Tahrir contre le gouvernement militaire.



Le Caire, 18 février. Des milliers de personnes manifestent pour la démocratie, place Al-Tahrir (STRINGER EGYPT / REUTERS)

De Tunis au Caire, de Dakar à Paris...

# Refusons de payer la dette!

Dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord, la dette publique est à l'origine de la pauvreté et des attaques contre les populations. Son annulation doit être au cœur des mobilisations à venir.

Dans sa déclaration du 11 février au Forum social mondial à Dakar, l'Assemblée des mouvements sociaux affirme: «Nous continuons à nous mobiliser pour l'annulation inconditionnelle de la dette publique de tous les pays du Sud. Nous dénonçons également, dans les pays du Nord, l'utilisation de la dette publique pour imposer aux peuples des politiques injustes et antisociales».

Le lendemain, à l'occasion du congrès du NPA, les organisations internationales présentes adoptaient une déclaration en solidarité avec les révolutions tunisienne et égyptienne qui se conclut ainsi: «Chacun dans nos pays, nos régions, nous engageons à développer cette solidarité, notamment pour combattre les attaques que mènent d'ores et déjà les institutions et les groupes capitalistes internationaux pour empêcher tout prolongement social et économique de ces révolutions naissantes et à s'appuyer sur cet exemple magnifique pour stimuler les mobilisations contre la dette et les exigences du FMI.»

La dette est bien au cœur de la crise capitaliste, c'est pour cette raison qu'elle est au cœur des exigences des peuples, des révolutions au Maghreb, des mobilisations contre l'austérité en Europe.

La chute de Ben Ali a été celle d'une dictature outil des diktats des institutions de la mondialisation capitaliste, qu'elles aient pour nom FMI, OMC, Commission européenne ou G8. En Tunisie comme ailleurs, le

mécanisme de la dette siphonne la richesse en direction des créanciers c'est-à-dire des banquiers. De 1990 à 2008, le service de la dette a englouti plus de 18,5 milliards d'euros. Cependant, malgré cette saignée, l'encours de la dette a été multiplié par 3,7 au cours de cette même période, et par plus de 17 depuis 1980. Très concrètement, le service de la dette accapare chaque année l'équivalent de 5,6 budgets consacré à la santé.

En Égypte, depuis que Moubarak est devenu président en 1981, le peuple a remboursé l'équivalent de 68,5 milliards de dollars au titre de la dette externe. Pourtant, dans le même temps, elle n'a cessé d'augmenter, passant de 22 à 33 milliards de dollars.

La dette est un puits sans fond, que les peuples sont condamnés à tenter de remplir avec leur sueur, leur sang, leurs larmes.

Il existe une vieille doctrine du droit international – pas particulièrement anticapitaliste –, dite de la dette odieuse. «Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population de l'État entier [...]. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation; c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir.» Si ce texte ne datait pas de 1927 (!) on jurerait qu'il a été écrit en pensant à Ben Ali, Moubarak et quelques autres!



(PHOTO THÈQUE ROUGE/BABAR)

Oui, ces dettes sont «odieuses» et les peuples tunisien et égyptien ont toute légitimité à refuser de les payer et au-delà à exiger la levée de tous les secrets bancaires et financiers pour démasquer et poursuivre les complices des dictateurs déchus. Car si les «détrônés» sont corrompus, c'est qu'il existe des corrupteurs, et ceux-là sont encore bien en place! L'attitude des agences de notation qui dégradent la note de la Tunisie montre une fois de plus que les financiers préfèrent une dictature qui protège les intérêts spéculateurs à la libération d'une population opprimée et spoliée.

Mais l'annulation de la dette n'est pas (seulement) une question de solidarité, c'est une exigence commune des peuples qui doit cimenter une vaste mobilisation internationale.

En France, le remboursement

de la dette représente 37% des dépenses publiques, trois fois le budget de l'enseignement. C'est au nom de la dette que le gouvernement détruit la protection sociale et les services publics... Ici aussi, de 1995 à 2011, le capital emprunté a déjà été remboursé 4,6 fois et il en reste encore trois fois plus à rembourser. Ici aussi la dette est illégitime, car elle est creusée par les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus riches, et par le sauvetage des banques en faillite avec l'argent public.

Une mobilisation internationale pour l'annulation de la dette est à l'ordre du jour. Cette exigence sera au cœur de plusieurs campagnes dans les mois à venir, en solidarité avec les révolutions arabes, contre les sommets des G8 et G20, en défense du droit aux soins...

Christine Poupin



Par Vanina Giudicelli

## G20 EN FRANCE : DÉGAGE !

Les différents sommets du G8 et du G20 qui se tiendront en France cette année n'auront pas d'autre réponse à la crise que celle de nous la faire payer. Le G20 rassemble les principales puissances industrielles formant le G8, et les «économies de marché émergentes» les plus importantes. Un premier sommet, le G20 finances, s'est tenu à Paris le week-end dernier avec les ministres de l'économie de chaque pays.

Ensemble, ces pays détiennent plus de 85% des richesses mondiales produites. Préoccupée par la répartition de ces richesses entre chaque pays et au sein de chacun d'entre eux, la France propose de renforcer le rôle du FMI et de la Banque mondiale. Strauss-Kahn pourra donc continuer et renforcer son soutien aux dictateurs comme Ben Ali ou Moubarak, renforcer les plans d'ajustement structurels, approuver les plans d'austérité. Préoccupé par le poids grandissant des puissances émergentes, le déclin de la «vieille Europe» et de la première puissance américaine, la France propose de renforcer la coopération internationale. Mais avec la crise et l'exacerbation de la concurrence internationale, ce sont actuellement surtout les budgets militaires de chacun qui se renforcent.

Préoccupée par l'instabilité générée par la spéculation financière, la France propose d'instaurer une taxe sur les transactions financières et une régulation des marchés pour aider au développement des pays pauvres. Mais Sarkozy confie une partie de la mission à Bill Gates, dont la saisie de la fortune serait un moyen bien plus efficace d'aider au développement!

Le sommet du G20 finances montre que les populations du monde entier n'ont rien à attendre des suivants. Sauf que chaque sommet coûte plusieurs dizaines de millions d'euros à organiser.

Une mobilisation unitaire et internationale se prépare donc contre le sommet du G8 de Deauville fin mai et contre le G20 à Cannes début novembre.

Soyons nombreuses et nombreux à la construire!

## leur monde

**Racisme.** En 2006, le réalisateur de *Kirikou*, Michel Ocelot, sort un nouveau film, *Azur et Asmar*: «Le sujet qui me tenait le plus à cœur? D'une part, tous ces gens qui se détestent – ils ont été élevés comme cela –, qui se font la guerre, d'autre part, les individus, des deux côtés, qui ne suivent pas, et qui s'estiment, s'aiment au-delà des barbelés. [...] Et j'ai pensé à la vie quotidienne, en France, et dans le monde. Il ne s'agissait plus de traiter d'une guerre déclarée, mais d'une animosité ordinaire, entre citoyens de souche et citoyens récents, et, poussant plus loin, mais parallèlement, entre Occident et Moyen-Orient.» En 2011, ce film est au programme d'une opération baptisée «école et cinéma» tout comme l'étude de la berceuse du film, principalement en arabe. Mais certains parents d'enfants scolarisés à l'école du Pin dans le Gard auxquels cette berceuse est enseignée, rédigent une lettre anonyme dans

laquelle ils se disent «étonnés que leurs enfants apprennent une chanson arabe à l'école» et affirment: «Nous parents à l'heure où certaines catégories d'individus sifflent la Marseillaise, nous posons la question: Pourquoi ne pas, plutôt que des chants arabes, enseigner notre Marseillaise à nos enfants?»

Peut-être les équipes pédagogiques pourraient-elles plutôt enseigner l'Internationale? Elle existe dans quasiment toutes les langues et il n'est jamais trop tôt pour apprendre aux enfants qui sont leurs vrais ennemis!

**Sexisme.** Les femmes sont les premières touchées par la crise, le chômage, la baisse des différentes allocations? Qu'elles cessent de se plaindre, on s'occupe d'elles! Après Pôle emploi qui propose depuis début janvier des séances de relooking qui aideront, n'en doutons pas, les chômeuses à

retrouver du travail (les rides et les poches sous les yeux nuisent à la concentration), un patron de l'Aude a trouvé une idée formidable pour lutter contre le chômage des femmes. Il vient d'ouvrir dans plusieurs grandes villes une société de ménage à domicile dont la particularité est de proposer des femmes de ménage en tenue sexy. Une plume dans le cul, c'est beaucoup plus efficace pour le ménage qu'un plumeau entre les mains...

**Une casserole, un bouquin.** Jean-Christophe Canter, ancien maire UMP de Senlis (Oise), est colère. Mis en examen l'année dernière pour prise illégale d'intérêts et favoritisme, désavoué par sa majorité (lire *Tout est à nous!* n° 80), il a finalement perdu la mairie fin janvier à la suite d'élections anticipées. Aujourd'hui, il met en cause Éric Woerth, dans un livre au titre vengeur:

*Éric m'a tué... mais je suis toujours là.* Passons sur la subtilité toute relative d'un tel choix de titre et attardons-nous sur les intentions de ce brave homme. Canter accuse Woerth d'avoir fomenté sa chute à des fins partisanes. Sans preuves, mais avec l'intime conviction d'être un martyr au pays de la droite. On n'ignore pas que les guerres intestines sont monnaie courante dans un parti comme l'UMP où les intérêts personnels et électoralistes priment sur la politique. Mais les méthodes de défense employées par nombre d'élus empêtrés dans les affaires ont un air de déjà-vu. Éric Woerth, lui aussi, prépare un livre-choc, sobrement intitulé *Ma vérité*. On l'attend avec impatience, et on peut déjà s'amuser à deviner le titre du pamphlet que Michèle Alliot-Marie ne tardera sûrement pas à publier.

**actu**  
**en bref...**

**ErDF : La répression pour les syndicalistes, les dividendes pour les actionnaires !** Le 2 mars prochain, Patrice Périchou, secrétaire du syndicat CGT Paris Énergie (EDF) est convoqué par le juge Roger Le Loire, en vue de sa mise en examen pour « entrave à la liberté du travail, dégradation et destruction de bien d'autrui ». Il risque à la fois une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison et 30 000 euros d'amende. Les faits qui ont conduit Patrice dans cette extravagance judiciaire ? Le 14 février 2008, Patrice, mandaté par son syndicat, accompagne une centaine de collègues venus manifester contre le licenciement de Nacima, intérimaire en voie de titularisation. Ils sont là pour « raccompagner » Nacima à son poste de travail. Devant cette assemblée, Patrice lit une déclaration dans laquelle il précise que le licenciement de Nacima renvoie cette mère

célibataire et de surcroît handicapée à la précarité la plus sombre, alors que sa hiérarchie n'avait jusque-là qu'à se louer de son travail. Ladite hiérarchie a « changé » d'avis et a modifié, a posteriori, les notes qui comptaient pour la titularisation. La « faute » de Nacima ? Elle a été témoin d'un accident du travail que la direction tente à tout prix de dissimuler. Cette manifestation de soutien et d'indignation se déroule dans le calme et ne donne lieu à aucune dégradation... Face à ces militants qui luttent contre l'injustice au quotidien, contre la privatisation de l'électricité et du gaz, pour la renationalisation du secteur de l'énergie, contre la casse de leur système de retraite..., la direction revancharde veut faire des exemples pour soumettre les autres. En juin 2008, elle traduit Patrice Périchou en conseil de discipline et décide de le rétrograder (perte mensuelle de salaire de plus de 300 euros). Mais cela ne suffit pas à

calmer les appétits répressifs d'une direction aux ordres des actionnaires et du gouvernement. Dans le même temps, elle dépose une plainte devant le tribunal de grande instance de Paris. Ce sont les suites de cette plainte qui vont se jouer la semaine prochaine. Dans l'intervalle Patrice s'est tourné vers la juridiction prud'homale afin d'obtenir l'annulation de la sanction financière qui le frappe depuis plus de deux ans. Décision attendue en septembre 2011. Depuis ce temps-là, Nacima court toujours de contrat précaire en contrat précaire. Pendant ce temps-là, les actionnaires d'EDF vont toucher des dividendes à la hausse (2 milliards d'euros pour 2010). **Dernière minute.** D'une part la direction d'ErDF Paris (filiale d'EDF) vient de tenter de s'assurer la paix sociale en suggérant qu'elle pourrait retirer sa plainte si l'organisation syndicale devenait plus docile dans les institutions représentatives du personnel. La CGT Énergie Paris et Patrice

Périchou ont bien évidemment refusé cette capitulation. Par ailleurs, une autre militante du même syndicat, Catherine Fléchar, est elle aussi convoquée devant le juge Le Loire le 2 mars prochain pour les mêmes raisons. **Adèle B.**

**Les Conti et le préfet : paroles et paroles...** Le 21 février, quelque 250 ex-salariés de Conti se sont rendus à Beauvais et une délégation a rencontré le préfet pour exiger le respect des engagements du PSE, à savoir le reclassement de 80% du personnel à au moins 80% de leur salaire. Dix-huit mois après l'accord, moins de 20% ont obtenu un reclassement. Évidemment la rencontre a été décevante puisque le préfet n'a fait que fixer un prochain rendez-vous, cette fois en présence de Pôle emploi, Altedia et Continental. Par ailleurs, Xavier Mathieu est toujours convoqué au tribunal le 3 mai pour refus de se soumettre à un prélèvement d'ADN!

**DSK, vraiment rien à en attendre !**

*La prestation de Strauss-Kahn sur France 2, comme son interview par le Parisien, confirme qu'il mènera une politique pour la bourgeoisie.*

ira, ira pas ? C'était évidemment la question soigneusement mise en scène dimanche soir sur France 2, à laquelle Dominique Strauss-Kahn n'avait pourtant aucune réponse à apporter. Mais pour celles et ceux qui se sont attardés malgré tout devant leur téléviseur, on sait au moins à quoi s'en tenir : ce n'est pas de ce côté qu'il faudra aller chercher une quelconque politique de gauche ! Certes, DSK est préoccupé par la question sociale. Mais cela a été aussitôt pour faire l'éloge des « politiques raisonnables », lesquelles devraient permettre selon lui de « remettre les pays dans le droit chemin mais de façon juste ». Et côté justice, DSK s'y entend. Directeur général du FMI, il s'est permis de récuser toute « orthodoxie libérale » : c'est pourtant le FMI qui depuis trente ans a aidé les banquiers à étrangler les pays pauvres, en les obligeant à privatiser et à libéraliser leur économie pour mieux payer les intérêts de leurs dettes ! DSK nous assure désormais que « le FMI a changé ».

Dans une longue interview donnée cette fois au Parisien, il s'explique davantage. À la question : « Quelle place reste-t-il pour nos services publics dans la mondialisation ? », la réponse est pour le moins originale : « Énorme ! D'abord il y a une place croissante pour les services publics mondiaux : le FMI, c'est un service public mondial ». Et de poursuivre : « ...dans notre société européenne, où le rôle des services publics est très important, je continue de penser que ce choix a toute sa place. À une seule condition, c'est qu'ils soient organisés de telle manière qu'ils soient compatibles avec une économie efficace. »

C'est exactement ce que disent les libéraux. Et tout est de la même eau. Sur la mise en cause de la retraite à 60 ans, il n'a aucun regret : « Ce que j'ai dit il y a huit mois et qui ne concerne pas seulement la situation française demeure vrai ». Une façon de prévenir que, quel que soit le gouvernement en 2012, non seulement les réformes libérales de la droite ne seront pas mises en cause mais elles seront probablement aggravées.

Si DSK tient à se présenter en futur chef d'État responsable... devant la bourgeoisie, c'est que la situation elle-même le lui impose. La crise économique n'est absolument pas surmontée, mais les capitalistes font tout pour faire supporter les sacrifices aux classes populaires.

Jean-Claude Trichet, le directeur de la Banque centrale européenne, y est allé aussi de sa petite phrase au moment où DSK était interrogé : « Augmenter les salaires serait la dernière bêtise à faire ». Ce qui revient en réalité à baisser le pouvoir d'achat des classes populaires. Car les mauvaises nouvelles s'enchaînent vite. Dernière annonce en date : une hausse possible des tarifs de l'électricité de 30% d'ici 2015 ! Des millions de familles pourtant n'arrivent déjà plus à se chauffer correctement !

Il ne reste donc pas d'alternative que de descendre à nouveau dans la rue, très vite, tous ensemble ! C'est la seule solution si nous ne voulons pas payer les frais de leur crise.

**Jean-François Cabral**



**Racisme, non à la politique de la peur**

*Le 8 mars, l'Assemblée nationale doit examiner une nouvelle loi sur l'immigration, renforçant encore les mesures contre les étrangers. Cela rend d'autant plus important de construire dès maintenant la manifestation contre le racisme prévue au mois de mai.*

Une nouvelle fois, lors de son show télévisé « Face aux Français », Sarkozy a ressorti sa carte rance et moisie, celle du racisme. Face aux provocations de Marine Le Pen, il en rajoute : « La vérité c'est que dans toutes nos démocraties, on s'est trop préoccupé de l'identité de celui qui arrivait et pas assez de l'identité du pays qui accueillait... Si certains pensent que les prières dans la rue ne sont pas un problème, que des imams ne parlent pas français, ce n'est pas un problème, ce n'est pas mon avis ». Il agite un chiffon rouge. Pour diviser, Sarkozy multiplie les amalgames, les mensonges afin de nous faire croire que les immigrés, et en particulier les musulmans, seraient une menace. Toute la politique du gouvernement va dans ce sens. Le 8 mars prochain, une nouvelle loi sur l'immigration va être votée et le gouvernement la durcit. Alors que le Sénat, où l'UMP n'a plus la majorité absolue, avait supprimé quelques mesures tout particulièrement

stigmatisantes, Hortefeux les a fait rétablir : déchéance de la nationalité, allongement du délai d'intervention du juge de deux à cinq jours, simplification des mesures d'éloignement... Même si le Sénat la rejette à nouveau, l'UMP a prévenu : « S'il n'y a pas d'accord, l'Assemblée fera jouer son droit souverain et votera le texte en troisième lecture. » Hortefeux a déclaré à propos de l'arrivée de plusieurs milliers de Tunisiens en Italie : « Ce n'est l'intérêt ni de la Tunisie qui l'a parfaitement compris, ni de l'Europe, ni de la France que d'encourager et d'accepter ces migrations clandestines, la réponse doit être une réponse européenne. » C'est bien la politique européenne répressive et la mise en place d'une Europe forteresse qui sont en cause. La chasse aux étrangers est organisée aux frontières de l'Union européenne par le dispositif Frontex, qui repose sur la coopération entre les polices européennes et celles des dictateurs. Le Parlement européen

a voté, le mois dernier, la négociation d'un accord d'association avec la Libye du boucher Kadhafi en échange de sa collaboration dans la lutte contre l'immigration clandestine. Cette politique de contrôle des frontières repose sur le soutien aux pires dictatures du Maghreb et montre bien l'hypocrisie, voire le cynisme, de l'Europe dans son soutien aux « processus démocratiques » en Tunisie, en Égypte, en Libye... Il y a urgence à s'opposer à cette surenchère raciste. Le gouvernement est dans une situation contradictoire par rapport à la révolution arabe. Officiellement, il soutient la « démocratie » et se félicite de la chute des dictatures. En réalité, la classe dominante occidentale a soutenu les dictatures jusqu'au bout. Les révolutions vont à l'encontre des intérêts de l'impérialisme et des occidentaux. Il y a fort à parier que Sarkozy et compagnie vont bientôt agiter le spectre de « l'islamisme » et de « l'invasion étrangère » pour tenter de décrédibiliser ces luttes. Au niveau intérieur,

la politique raciste et sécuritaire risque d'être un des principaux enjeux de la campagne présidentielle. Une échéance importante se prépare avec la manifestation à Paris le 28 mai « contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers », soutenu par les syndicats CGT, Solidaires, FGTE-CFDT, de très nombreuses associations, Europe Écologie-Les verts, le PCF et le NPA. D'ores et déjà, des collectifs locaux se mettent en place et multiplient les initiatives afin de faire de cette journée une grande échéance nationale. Montrons dans la rue que nous sommes nombreux à refuser cette politique. Au contraire, nous nous battons pour une Europe ouverte à tous, avec l'égalité réelle entre nationaux et étrangers, pour la liberté de circuler et de s'installer. Refusons la politique de la peur.

**Antoine Boulangé**

## LE NOUVEAU PARTI DE BERLUSCONI



## Les femmes rompent les digues

Des centaines de milliers de femmes italiennes ont manifesté, dimanche 13 février, contre le gouvernement Berlusconi et son sexisme caractérisé.

C'est dans les rues occupées par les femmes que la colère et le malaise qui couvaient dans la société italienne se sont finalement exprimés. Il a suffi d'un appel à la mobilisation, assez peu radical, pour que des centaines de milliers de personnes se déplacent comme si elles n'attendaient que cela depuis trop longtemps déjà. La crise permanente dans laquelle s'est enfoncé le gouvernement Berlusconi et les scandales invraisemblables qui accompagnent ce que nous espérons ne pas être une mort trop lente, ont fonctionné comme détonateur d'une indignation évidente, bien que niée par les acolytes du Premier ministre, le Parti démocrate (PD), ainsi qu'une partie de la direction de la CGIL qui s'obstine à ne pas « voir les conditions réunies » pour appeler à une grève générale.

Il est difficile de faire une radiographie à chaud de la composition et des idées politiques des manifestants. Néanmoins, il est évident qu'une partie importante de l'électorat de l'opposition, et en particulier du PD, a sauté sur l'occasion pour rompre les digues de timidité et de manœuvres de leurs dirigeants. Il faut y ajouter les femmes dont la colère, comme le 24 novembre 2007 lors de la manifestation à Rome « contre la violence », semble couvrir dans la société italienne dans l'attente du moment opportun pour émerger. Une colère dense et une volonté d'affirmer ses droits et sa dignité, sans objectifs ni plateforme politique clairs,

mais avec l'envie d'être présentes. Il y avait aussi une bonne dose de radicalité comme l'a montré l'accueil chaleureux réservé à l'initiative organisée Piazza del Popolo par divers collectifs féministes et mouvements. Les copines des collectifs de femmes étudiantes et jeunes, des centres contre la violence, des centres sociaux et tant d'autres féministes ont décidé de participer ensemble à la journée de mobilisation pour faire émerger une dénonciation globale des politiques patriarcales caractéristiques de ce gouvernement qui rogne sur les droits des femmes, ne renvoyant qu'une opposition symbolique des forces de gauche modérées.

Refusant aussi de tomber dans le piège d'une mobilisation des femmes « bien » contre les femmes « mauvaises », un sentiment qui a pourtant accompagné au début certains appels à la mobilisation. En fin de matinée, des centaines de milliers de femmes ont manifesté devant le ministère du Travail, déposant symboliquement devant le portail une série de paquets représentant les « cadeaux » que le gouvernement et les patrons ont fait aux femmes et dont elles ne veulent pas : la loi sur la procréation assistée, la hausse de l'âge légal de la retraite, les attaques contre le droit à l'avortement, les coupes dans la sécurité sociale, les lois répressives et la persécution des prostituées dans la rue, etc. Le cortège est arrivé Piazza del Popolo aux cris de « Nous sommes toutes des Égyptiennes, grève générale », applaudi par les nombreuses

femmes qui n'arrivaient même plus à rentrer sur la place déjà pleine. Elles ont ensuite déposé d'autres paquets-cadeaux devant l'entrée du Parlement, après avoir franchi les barrières.

L'énorme succès de la journée de mobilisation appelle à une suite et à un engagement des parties les plus conscientes et radicales parmi tous les acteurs sociaux, syndicaux et politiques qui ont animé la rue, pour organiser un mouvement généralisé d'opposition au gouvernement et à sa politique, afin de capter la colère sociale croissante provoquée par la crise économique et par le fait que le gouvernement et les patrons continuent d'en faire payer le prix aux travailleuses et aux travailleurs. À Susanna Camusso (secrétaire nationale de la CGIL) qui parlait à la tribune Piazza del Popolo, il faudrait demander : « Si ce n'est pas maintenant, quand... la grève générale ? » À Berlusconi, assiégé dans son Palais, il faudrait dire, comme la rue tunisienne et égyptienne « Si ce n'est pas maintenant, quand... vas-tu partir ? »

La rue d'aujourd'hui, comme celle des étudiants en décembre ou comme les urnes de Mirafiori bourrés de « Non », disent que malgré l'état comateux de la gauche institutionnelle, la société italienne n'est pas domptée et encore moins prête à payer leur crise !

**Flavia d'Angeli (porte-parole de Sinistra Critica) - traduction Nick Barrett**

## Sud-Soudan, les enjeux de l'indépendance

Un nouvel État vient de naître en Afrique, issu du référendum d'autodétermination des populations du Sud-Soudan. Le résultat est sans appel, plus de 98% ont voté pour la sécession.

Comme pour beaucoup de pays d'Afrique, les évolutions politiques parfois brusques d'aujourd'hui s'expliquent en partie par leur histoire coloniale. Au Soudan, le colonisateur britannique s'est appuyé sur une élite arabe et, lors du processus de décolonisation, c'est tout naturellement que les clefs du pouvoir lui ont été remises en refusant l'option fédérale qui pourtant correspondait mieux à la diversité du pays.

Ainsi, dès l'indépendance, le Soudan a connu une première guerre civile appelée Anyanya (venin de serpent) qui prit fin en 1972 avec les accords d'Addis-Abeba qui ont octroyé une large autonomie au Sud-Soudan où les populations sont chrétiennes mais surtout animistes. En 1983, le président Gaafar al-Nimeiri tente d'imposer la charia à tout le pays, ce qui déclenche la seconde guerre civile. Elle est menée par le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM en anglais) dirigé par John Garang, ancien combattant de la première guerre civile. L'ambition affichée de Garang est la construction d'un « Nouveau Soudan » où les citoyens auraient des droits identiques et les différentes régions seraient traitées à égalité. Ce projet remettait en cause le pouvoir de Khartoum détenu par les militaires islamistes, s'enrichissant des revenus pétroliers et marginalisant les populations du Sud mais aussi du Darfour. Mais certains courants du SPLM, comme celui de Salva Kiir, se prononçaient pour l'indépendance du Sud-Soudan.

En 1989, Omar El-Béchir fait un coup d'État soutenu par l'armée et le courant islamiste minoritaire dans le pays. Béchir accentue le pouvoir islamique et la charia. Il accueille Ben Laden et Al Quaida. Après l'attentat du World Trade Center en 2001, il offre des gages aux États-Unis pour éviter de se retrouver dans la ligne de mire de Bush et entame des pourparlers de paix avec le SPLM.

L'accord de paix du 9 janvier 2006 prévoit la tenue d'un référendum d'autodétermination pour le Sud-Soudan. La mort de Garang dans un accident d'hélicoptère quelques semaines après la signature permet à Kiir de prendre la direction du SPLM et de l'orienter vers la ligne de l'indépendance du Sud-Soudan. Cette perspective rencontre l'assentiment des populations fatiguées par le mépris et le harcèlement de Khartoum et des États-Unis qui entendent faire contrepoids à la Chine très présente dans le pays et affaiblir Omar El Béchir, jugé peu fiable.

Le nouvel État risque d'être rapidement confronté à de terribles difficultés par manque d'infrastructures, d'hôpitaux, d'écoles mais aussi de personnels qualifiés, conséquence des décennies de marginalisation. Les populations restent très divisées du fait des guerres meurtrières qu'elles se sont menées. La gestion de la manne pétrolière continuera en grande partie de dépendre de Khartoum car le pipeline traverse le Soudan. Les frontières ne sont toujours pas négociées et la direction du SPLM, à la tête du nouvel État, est extrêmement corrompue, mais la liberté retrouvée et les dynamiques de révolution dans les pays arabes peuvent changer bien des choses...

**Paul Martial**

## en bref...

### La vague révolutionnaire

Tunisie, Égypte, Libye, Yémen, Bahreïn, Algérie, Maroc, Iran..., une vague de mobilisation déferle du Maghreb au Moyen-Orient. Un immense espoir pour les opprimés du monde qui n'a d'égal que la crainte des classes dominantes des pays occidentaux qui ont soutenu et continuent de soutenir les dictatures de ces pays dominés.

**Algérie.** Les marches pour les libertés démocratiques à Alger et Oran, samedi 19 janvier, ont été agressées par des nervis du pouvoir. Des syndicalistes autonomes ont été arrêtés au nom de l'état d'urgence et Rachid Malaoui, président du Syndicat autonome de l'administration (Snapap) a été blessé et hospitalisé. L'Algérie connaît aussi une vague de grèves dans différents secteurs. Ces conflits portent essentiellement sur les salaires. C'est le cas des greffiers de justice,

des agents municipaux, des employés paramédicaux. Toutes ces luttes convergent autour des mêmes revendications : les libertés démocratiques, le partage des richesses et de la rente pétrolière, le départ des colonels et des généraux qui sont les vrais hommes de pouvoir dans ce pays.

**Maroc.** Dans une vingtaine de villes, des manifestations ont eu lieu dimanche 20 janvier pour la démocratie et contre le Makhzen, l'administration royale qui se sert des richesses du pays comme dans son propre magasin. Plus de 6000 personnes ont défilé devant le siège du gouvernement à Rabat. Les manifestants réclamaient la dissolution du Parlement et du gouvernement et une nouvelle Constitution dans laquelle, si le roi n'est pas encore remis en cause par tous, il ne jouerait plus qu'un rôle décoratif.

**Yémen.** Des milliers de manifestants sont rassemblés depuis deux semaines dans la capitale Sanaa et dans d'autres villes. Les rassemblements sont violemment réprimés par la police et les milices armées du pouvoir, tirant à balles réelles et faisant au moins douze morts en une semaine. Le mouvement, initié par l'opposition officielle formée par des socialistes et des islamistes, est devenu beaucoup plus radical depuis que les jeunes chômeurs et les étudiants l'ont rejoint et il réclame maintenant le départ immédiat du président Ali Abdullah Saleh et de sa famille corrompue.

**Bahreïn.** Les manifestants pour la démocratie occupent de nouveau la place de la Perle, au centre de Manama, la capitale de ce petit territoire pétrolier transformé en terrain de jeu pour milliardaires. Après une semaine de

répression violente – au moins six morts et des centaines de blessés – qui avait chassé les manifestants de la place, la police a dû reculer et ils l'ont réinvestie. Le pays est dirigé par des sunnites qui font tout pour transformer ce conflit pour les droits démocratiques et sociaux en un conflit religieux entre sunnites et chiïtes. Là encore, la révolte n'est pas dirigée par les timides partis d'opposition, mais par la jeunesse insurgée qui suit l'exemple de la Tunisie et de l'Égypte. L'administration américaine prêche la modération, paniquée par le risque de voir remis en cause ses intérêts pétroliers dans tout le Golfe.

# Contre le colonialisme économique

Jusqu'au 27 février, la 6<sup>e</sup> Semaine anticoloniale propose des débats, des salons et des colloques sur le colonialisme. Le 26 février, une manifestation partira à 15 heures de la place de la République à Paris. Programme complet sur [www.anticolonial.net](http://www.anticolonial.net)

## Les dernières colonies françaises

### Kanaky

Toute la liste UC-FLNKS<sup>1</sup> au gouvernement de Nouvelle-Calédonie a démissionné le 17 février, entraînant la chute du gouvernement de Philippe Gomes (Calédonie ensemble). Le gouvernement du territoire est collégial, il est élu à la proportionnelle des membres du congrès.

L'UC avait donné un ultimatum à Gomes qui refuse la levée du drapeau du FLNKS à côté du drapeau français dans quatre communes dont La Foa, sa commune d'origine. Logiquement, le congrès étant majoritairement à droite, le prochain président devrait être issu de ses rangs. Les indépendantistes en attendent donc peu de choses. On ne peut cependant que se réjouir de la chute de Gomes, symbole de la colonisation de peuplement voulue par la France. En 1972, le Premier ministre, Pierre Messmer, avait signé une circulaire incitant à l'émigration familiale en Nouvelle-Calédonie pour maintenir les Kanaks en minorité dans leur pays. Les parents de Gomes, rapatriés d'Algérie en 1962, ont émigré en 1974 avec leur fils de 15 ans.

De passage à Paris, Louis Kora Uregei, président du Parti travailliste et élu au congrès, a participé à un forum dans le cadre de la Semaine anticoloniale. Il a rappelé que le gouvernement Gomes a tout fait pour dévoyer le principe du transfert des compétences. Par exemple, l'enseignement vient d'être transféré au territoire, mais l'État colonial garde le contrôle sur la validation des diplômes et sur les programmes... seule la gestion du système éducatif est donc transférée. Rien n'est prévu pour la suite même si d'après l'accord de Nouméa, toutes les compétences, exceptées les compétences régaliennes<sup>2</sup>, doivent être transférées au territoire d'ici 2014.

Le Parti travailliste, au congrès comme dans les communes, poursuit donc son combat pour l'indépendance lors du référendum prévu à partir de 2014. La population kanak, peuple autochtone, est toujours minoritaire sur son territoire (40% des 246 000 habitants), plus de 30 000 nouveaux électeurs se sont inscrits sur les listes électorales sans droit de vote pour le référendum car ils sont arrivés sur les territoires après 1998, date du gel du corps électoral. Le PT dénonce donc avec vigueur la poursuite de la colonisation de peuplement. C'est pour retrouver leur dignité, pour avoir accès à l'emploi et à la formation, pour récupérer les terres dont ils ont été spoliés que les Kanaks se battent pour l'indépendance. Le NPA les soutient dans ce combat.

1. Union calédonienne - Front de libération kanak socialiste  
2. Défense, justice, ordre public, monnaie et affaires étrangères

### Les intérêts économiques de la France en Côte d'Ivoire...

Cinquante ans après l'indépendance, la France contrôle toujours la plus grande part des infrastructures et détient les réserves de devises étrangères, constituant ainsi une zone « franc » comprenant quatorze nations. Les « accords de coopération » signés après l'indépendance par feu le président Félix Houphouët-Boigny et le Premier ministre français d'alors, Michel Debré, sont techniquement toujours valides.

Les privilèges de la France sont confirmés dans un rapport d'une commission des Nations unies. Selon ses sources, les Français possèdent 45% des terres et, curieusement, les bâtiments de la Présidence et de l'Assemblée nationale ivoirienne sont l'objet de baux à loyer avec la France. Le rapport ne fait qu'effleurer la question de la domination des intérêts français en Côte d'Ivoire mais ils ne sont pas difficiles à identifier.

Voici les principaux acteurs du monde des affaires français en Côte d'Ivoire :

- Bolloré, la compagnie de transport maritime française dominante et principal opérateur des transports maritimes en Côte d'Ivoire avec Saga, SDV (Switched Digital Video), Delmas, contrôle le port d'Abidjan, principal port de transit de l'Afrique de l'Ouest. Bolloré contrôle aussi le chemin de fer ivoirien et burkinabé, Sitarail. Bien qu'elle se soit récemment retirée du cacao, elle garde une position dominante dans le tabac et le caoutchouc.

- Bouygues, chef de file dans la construction et les travaux publics, domine les projets de construction ivoiriens des autoroutes et des barrages, financés par des fonds publics et construit par le gouvernement. Depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire, elle a été la principale compagnie dans le domaine de la construction et des travaux publics (on trouve également Colas, au troisième rang des constructeurs de route en France). Bouygues, grâce à la privatisation, a obtenu des concessions additionnelles comme le contrôle de la distribution des eaux (Société des eaux de Côte d'Ivoire), de la production et de la distribution de l'électricité au travers de la Compagnie ivoirienne d'électricité et de la Compagnie ivoirienne de production d'électricité. Elle a aussi été impliquée dans l'exploitation récente du pétrole ivoirien.

- Total, la plus grande compagnie pétrolière française, détient un quart des actions de la Société

ivoirienne de raffinage pétrolier (numéro un en Côte d'Ivoire), possède 160 stations d'essence et contrôle le ravitaillement en bitume.

- France Télécom (au septième rang des compagnies en France et chef de file dans le secteur des télécom) est le principal actionnaire de télécom de la Côte d'Ivoire et de la Société ivoirienne des mobiles (elle détient 85% des capitaux) depuis l'octroi des concessions dans ce secteur, dans le contexte de la privatisation des entreprises publiques.

- Dans le secteur bancaire et les assurances, on trouve la Société générale (sixième banque française et 55 succursales en Côte d'Ivoire) ainsi que le Crédit lyonnais et BNP-Paribas. Axa, deuxième compagnie la plus importante de France et leader du secteur des assurances, est présente en Côte d'Ivoire depuis la période coloniale.

- Parmi les compagnies établies depuis longtemps en Côte d'Ivoire, il y a le Groupe de compagnies françaises de l'Afrique de l'Ouest-Côte d'Ivoire (CFAO-CI). Il opère dans de nombreux secteurs (automobile, pharmaceutique, nouvelles technologies, etc.). Pendant longtemps le CFAO a exercé un monopole sur les exportations et le commerce de détail. Ses profits (pas une seule année avec des pertes depuis sa création en 1887) ont conduit récemment le groupe Pinault-Printemps-La Redoute à s'en rendre acquéreur.

- Le baron Ernest-Antoine Seillière a également des intérêts dans le pays, au travers de Technip dans le domaine pétrolier et Bivac qui a récemment installé un nouveau scanner dans le port d'Abidjan.

La présence du capital français montre à quel point la Côte d'Ivoire est profitable. Et bien que l'investissement français direct se monte seulement à 3,5 milliards d'euros - les anciennes entreprises étatiques ayant été acquises à vil prix - le profit annuel est astronomique.

(Article extrait de la revue Pambazuka numéro 174 : [www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/article/france-cote-d-ivoire-les](http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/article/france-cote-d-ivoire-les))

### ...comme en Tunisie!

Pour ce qui est de la défense des intérêts économiques français en Afrique, on voit clairement le lien entre amitiés diplomatiques et arrangements économiques. Les scandales autour des amitiés de la ministre des Affaires étrangères avec le régime de Ben Ali mettent en lumière le fait que politique et économie vont dans le même sens : celui de la défense des intérêts de la classe dirigeante française.

Le grand capital international - surtout français et européen - arrivait très bien à s'arranger avec la mafia du pouvoir : il concluait ses affaires directement avec ses membres les plus éminents. À France Télécom-Orange, pour ne citer qu'un exemple, la filiale Orange Tunisie était à 49% la propriété de l'entreprise française, mais à 51% la propriété d'un gendre de Ben Ali, Marwan Mabrouk. Aujourd'hui, Mabrouk a fui le pays, et la multinationale française fait face à un léger problème...

(Extrait de : Tunisie, les facteurs économiques et sociaux de la révolution, Bernard Schmid. <http://survie.org/billets-d-afrique/2011/199-fevrier-2011/article/tunisie-les-facteurs-economiques>)

### Domination économique : il faut annuler la dette!

L'encours de créances de l'État français sur les États étrangers s'élève à environ 24 milliards d'euros. C'est un des moyens utilisés pour faire payer la crise à des pays maintenus sous domination. Quelques exemples de ce que « doivent » ces pays :

Algérie : 571 millions d'euros  
Côte d'Ivoire : 2225 millions d'euros  
Égypte : 2 570 millions d'euros  
Irak : 1 298 millions d'euros  
Maroc : 1 250 millions d'euros  
Pakistan : 1 450 millions d'euros  
Tunisie : 967 millions d'euros

Tous les chiffres sur : [www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)

### Retrait de toutes les troupes françaises!

En 2010, plus de 33 000 soldats français occupent différentes régions du monde. Quelques exemples : 2 500 dans l'océan Indien, 1 100 au Tchad, 1 800 en Côte d'Ivoire, 600 en Haïti, 4 000 en Afghanistan, 1 450 au Liban, 2 900 à Djibouti, 1 200 au Sénégal, 1 980 en Guyane, 1 700 aux Antilles, 1 660 en Nouvelle-Calédonie...

# Racisme politique, et idéologique

## À bas l'idéologie coloniale!

### Racisme et xénophobie, mode d'emploi

**B**ien sûr, la lutte des classes, ça leur fait peur. Alors, ils rusent. Pour le dominant, une seule solution : la division des dominés. Car si d'aventure, les prolétaires de tous les pays...

Or, les moyens de « diviser ceux qui devraient être unis et d'unir ceux qui devraient être divisés », selon la formule du sociologue Saïd Bouamama, sont légion. Exciter les passions provoquées par des rapports de domination ou des antagonismes trompeurs (de sexe, de religion, d'origine...) que le rapport de classe n'abolit pas est une méthode éprouvée... Susciter, entretenir, alimenter le racisme et la xénophobie permet de faire croire à l'exploité que la victime du même système d'exploitation est un ennemi. Mieux encore, cette croyance peut conduire le dominé à se tourner vers le maître pour quêter son appui, avec le vague sentiment de se hausser d'un cran en ralliant son camp.

Se bercer de l'illusion que l'on est supérieur à celui qui n'est pas né sur la même terre ou qui n'a pas la même couleur de peau aide à ne pas se sentir trop inférieur à celui qui, pourtant, n'hésite pas à vous pressurer. Toute revendication d'égalité des droits de la part de l'Autre est alors ressentie comme une menace, car s'il apparaissait comme ton égal, la domination que toi-même tu subis te reviendrait aussitôt en pleine face. La conviction d'être détenteur de droits spécifiques dont d'autres devraient être exclus est la justification d'une discrimination systémique dont la portée est plus bien plus grande que le simple empilement de discriminations multiples, toutes celles que maintes institutions prétendent combattre avec une dose variable d'hypocrisie.

Hypocrisie de la part de l'État et de ses représentants qui, de vrais-faux dérapages verbaux en mise en œuvre de politiques migratoires ultra-restrictives et en multiples mesures discriminatoires, n'ont cessé de construire et de renforcer le sentiment identitaire sur lequel repose l'édifice du racisme et de la xénophobie ; tout cela en contradiction flagrante avec le déploiement de leur rhétorique universaliste.

Hypocrisie également de la part des employeurs qui veillent à dresser les salariés les uns contre les autres par le biais de mises en concurrence, que ce soit à l'embauche ou sur les salaires. Imagine-t-on seulement ce que cela donnerait si tous les salariés se montraient activement solidaires des sans-papiers surexploités et revendiquaient ensemble des conditions d'emploi également dignes ? On peut certainement regretter à cet égard que les organisations syndicales ne se montrent le plus souvent guère capables de prendre à bras le corps cette question du racisme comme aide à l'exploitation.

Tout cela participe en fait de ce « racisme d'en-haut » ou « racisme froid » dont parle le philosophe Jacques Rancière. Se référant souvent avec emphase ici à l'universalisme des valeurs républicaines, là à la volonté d'intégration, ce racisme ne saurait se donner bien entendu comme tel. Mais il peut revêtir divers oripeaux. L'illustration la plus flagrante en est l'actuel déferlement de l'islamophobie.

Mais sous quelque forme qu'il se présente, il nous appartient de le combattre, sans merci.

### Reconstruire un mouvement antiraciste large et combatif!

**L'**offensive raciste a franchi un nouveau palier l'été dernier avec le discours de Grenoble et la stigmatisation explicite des Roms. Mais elle remonte au 21 avril 2002 qui a vu l'ouverture de la séquence sarkoziste. Jean-Marie a entrouvert la porte à Nicolas, celui-ci risquant bien de la rouvrir, à grands vents cette fois, à la fille Marine. D'abord comme premier flic de France omniprésent, puis comme président omnipotent, Le petit bonhomme n'a eu de cesse de se lancer dans une fuite en avant raciste et xénophobe pour son camp et sa clique, mais bien nécessaire à sa classe. Tout est bon : lois (sur la Burqa), dérapages contrôlés ou pas (Hortefeux et les Auvergnats), débats nauséabonds (sur l'identité nationale), nominations ronflantes (supers préfets issus du Raid), institutionnalisation (le ministère de l'Immigration), etc.

Cette stratégie dépasse les calculs électoraux, même s'il s'agit tactiquement pour l'UMP de siphonner, sans succès à terme, l'électorat d'un FN quant à lui gagnant sur le terrain des idées et, un jour, électoral. Car cette stratégie répond fondamentalement à la situation de crise économique et politique. Nos dirigeants cherchent à se dédouaner de leurs responsabilités sur l'ennemi intérieur : sans-papiers, Roms, jeunes des quartiers, musulmans. Car c'est bien l'islamophobie qui constitue la forme dominante de racisme aujourd'hui, dans le cadre d'un choc des civilisations que les révolutions arabes mettent à mal. Cette stratégie vise à diviser l'ensemble des travailleurs, et s'intensifie en proportion des effets de la crise.

Depuis quelques jours, c'est bien à une décalque française de la votation suisse sur les « Minarets » que nous assistons. Et ce n'est ni un PS suiviste, ni un PG laïciste, ni un PCF inaudible qui risquent d'affronter politiquement à cette offensive. La sphère médiatique, quant à elle, est désormais acquise aux discours décomplexés d'intellectuels très divers, bien au-delà des indigents et imposteurs de droite tels que Finkelkraut, sans parler des éditorialistes, Zemmour en tête de gondole des petits guichetiers affairés du racisme imbécile. Oui, la « lepénisation » des esprits s'approfondit.

Face à cette offensive, ces dernières années, on a vu l'émergence de résistances : révolte des quartiers populaires, mouvements des collectifs et des grèves de sans-papiers, manifestation du 4 septembre 2010 après les déclarations sur les Roms, manifestation de Tours contre le FN en janvier 2011. Toutes ces mobilisations n'ont pourtant pas convergé dans la naissance d'un mouvement antiraciste de masse en capacité de se battre efficacement contre les politiques racistes de la classe dirigeante. Mais elles ont montré le potentiel existant.

L'appel initié par Olivier Lecour Grandmaison « pour une mobilisation nationale et unitaire contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers », devant déboucher sur une manifestation le 28 mai est un point d'appui. Le NPA a décidé de s'associer activement à cet appel pour contribuer à en faire l'outil de construction d'un mouvement antiraciste national en amont et en aval de la manifestation, en particulier dans la construction de collectifs locaux.

#### Rendez-vous anticoloniaux et antiracistes :

**26 février :** manifestation « Sortir du colonialisme », contre la guerre, le racisme, la xénophobie d'État. RV à 15 heures, place de la République, Paris.

**28 mai :** appel à une mobilisation nationale et unitaire contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers.





**www.l-a-p.org**

Le Lycée autogéré de Paris est menacé de fermeture à la rentrée 2011, en raison de la suppression de cinq postes d'enseignants, soit un quart des effectifs.

Ce lycée a pour objectif de faire entrer les élèves dans la citoyenneté en les faisant participer activement à la vie de l'établissement, avec les enseignants. Il propose aussi des ateliers chaque jour après les cours et des projets pédagogiques variés (cinéma, sport, photo, etc.). Pas étonnant que ce genre d'établissement soit mis en danger par le gouvernement qui ne voit de citoyenneté et de liberté qu'à travers la soumission à l'État.



**MUSIQUE  
COMPUTERS AND BLUES**

**The Streets**  
WEA  
Mike Skinner, l'unique pensionnaire derrière le groupe The Streets, a annoncé qu'il s'agissait de son dernier exercice sous ce pseudo. On ne peut que le regretter tant ce cinquième opus se révèle le plus accompli depuis la sortie en 2002 de son premier génial essai, *Original Pirate material*. Avec ce disque, le jeune prodige de Birmingham s'était inscrit dans la lignée des artistes anglais synthétiques, des Specials à Massive Attack, fusionnant les grandes influences américaines et jamaïcaines dans une forme anglaise. Ajouté à cela, un vrai talent d'auteur, épicié de son accent cockney, pour décrire la vie et les malheurs des jeunes anglais, et vous aurez un peu délimité les contours de l'alchimie unique de ce type de disque. *Computers and blues* résume bien cette petite recette de la grande musique populaire, sur fond de mélancolie électro et de soul de briques rouges.

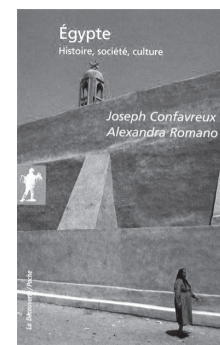
**King Martov**



**LIVRES  
APPRENDRE À PRIER À L'ÈRE DE LA TECHNIQUE**

**Gonçalo M. Tavares**  
Éditions Viviane Hamy / 22 euros  
Ce livre implacable et dérangeant fait une analyse au scalpel de ce que peut être une pensée fasciste. Dans un style au cordeau, on découvre le parcours et les conceptions intimes d'un personnage fortement antipathique, Lenz Buchmann, un éminent chirurgien qui décide de se lancer dans la politique. Il opère ses patients avec une efficacité d'autant plus prodigieuse qu'il n'a aucune empathie pour eux, et il se met en tête de transférer ces capacités hors normes de la médecine vers la politique : « nous serons d'autant plus forts, dit-il, que nous parviendrons à diffuser ce mélange au sein de la population : mouvement rapide et terreur. » Au final l'ironie de l'auteur se charge de nous montrer comment la fragilité humaine prend en défaut toute mécanique idéologique, aussi redoutable soit-elle.

**Matthieu Juan**



**LIVRES  
ÉGYPTE. Histoire, société, culture**

**Joseph Confavreux et Alexandra Romano**  
La découverte / 9 euros  
Il n'y a pas que des pyramides en Égypte. La révolution en cours nous ouvre les yeux sur ce pays. Ce petit livre nous permet de mieux connaître l'Égypte d'aujourd'hui, ou plutôt d'hier, puisque publié quelques semaines avant la révolution. Joseph Confavreux, journaliste à France Culture et Alexandra Romano, anthropologue, dressent un portrait social du pays qui naquit avec Nasser : quelle est la réalité de la paysannerie, du peuplement du Sinaï, comment les femmes portent-elles le voile et comment fait-on l'amour au Caire ? Voilà les questions auxquelles répondent les auteurs, tout cela sans ennuyer ni donner à votre voyage les traits d'un périple en master 2.

**Christophe Goby**



**LIVRES  
COUPS DE FEU DANS LA NUIT**

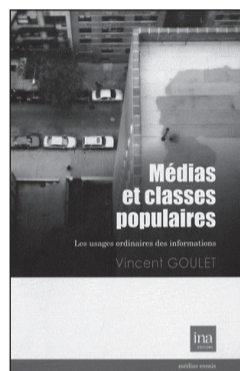
**Dashiell Hammett**  
Omnibus / 29 euros  
Hammet n'a écrit que quatre romans, il était donc essentiel de publier enfin l'intégralité de ses nouvelles (comme pour l'œuvre policière de Conan Doyle...) Rappelons qu'il fut détective privé pour l'agence Pinkerton (spécialisée dans la lutte antisyndicale) et que, dégoûté, il rejoignit le Parti communiste et fut persécuté pour cela. Il fut l'inventeur du « noir » dans le roman policier, rompant avec la tradition anglaise du style « bien élevé ». Ce bouquin n'est pas seulement essentiel pour l'histoire de la littérature, il est, aussi, passionnant.

**Paul Louis Thirard**

**l'essai**

**MÉDIAS ET CLASSES POPULAIRES. LES USAGES ORDINAIRES DES INFORMATIONS**

**Vincent Goulet**  
INA Éditions  
340 pages  
20 euros



Enseignant-chercheur à l'Université de Nancy 2, Vincent Goulet bouscule opportunément certaines visions manichéennes des médias en vogue dans les milieux critiques comme dans les couches moyennes du salariat : une vision misérabiliste et méprisante de publics populaires supposés complètement « aliénés » et « abrutis » par « la propagande dominante ». Pour Goulet, s'adossant largement à la sociologie critique de Pierre Bourdieu, on ne peut se contenter d'envisager le contenu des messages médiatiques sans prendre en compte la variété des filtres du côté de leurs récepteurs, dotés d'expériences sociales spécifiques (de classe, de genre, etc.). Pour ce faire, il se nourrit principalement d'une enquête menée entre 2005 et 2008 dans un quartier HLM de la banlieue bordelaise dans lequel il a vécu. Une originalité de cette démarche parmi les études de réception, qui ont beaucoup exploré les séries télévisées, consiste à prendre pour objet les informations et leurs usages populaires dans la vie quotidienne. Ce qui le conduit à mettre en cause, preuves empiriques à l'appui, « le présupposé selon lequel les médias ont une plus grande influence sur les personnes les moins pourvus culturellement ». Loin de nier l'existence de rapports de classe sur le plan culturel, il rompt toutefois avec les caricatures élitistes des milieux populaires, en notant les ambivalences des réalités observables pratiquement : tout à la fois « un sentiment de dépossession culturelle » et « une certaine dose d'inventivité, de fantaisie ».

Ses observations débouchent sur des pistes quant à de possibles médias « populaires et engagés » : « prendre plus au sérieux les faits divers, le sport, les potins pour ce qu'ils recèlent d'une forme de conscience politique pour les articuler de façon plus souple avec les discours programmatiques et le jeu politique ». Stimulant !

**Philippe Corcuff**

**À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**  
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

**LIVRES Marx en manga**

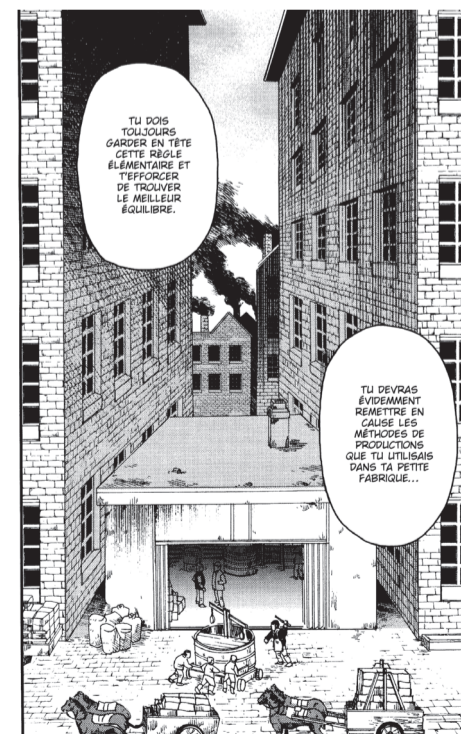
Le Capital de Marx est sorti sous forme de manga aux éditions Soleil manga. Olivier Besancenot en a écrit la préface, dont nous publions quelques extraits.

Tu pensais que *Le Capital* de Karl Marx, c'était du chinois ? Eh bien voilà la version française du célèbre texte en manga japonais. À partir d'une histoire simple – un petit fromager crée son usine –, la bande dessinée expose ce qu'est le capitalisme, sans manichéisme opposant les gentils et les méchants. Elle déroule et dénonce la logique du système [...]. Ce manga en deux tomes absolument complémentaires – le premier porte sur l'argent ; le second sur les mécanismes du capital – est une invitation astucieuse, plaisante et rigoureuse à découvrir l'œuvre majeure de Marx. Si *Le Manifeste du parti communiste* (1848), autre grand texte de l'auteur, est largement lu, *Le Capital*, au contraire, traîne dans le sillage de son succès la réputation d'être inaccessible. Méfions-nous cependant des réputations toutes faites. Certes *Le Capital*, c'est quatre livres, soit environ 3 000 pages, rédigés en 20 ans. Ainsi présenté, cela peut calmer les ardeurs. Pourtant, passé les premiers chapitres, ardu du point de vue théorique, l'œuvre s'ouvre à tous et décèle clairement les arcanes de l'exploitation capitaliste. [...] Marx parvint à déceler le moment précis où la plus-value est créée. Ce n'est pas sur les machines ou les matières premières, mais sur la force de travail. Grâce au travail des salariés, les matières premières se transforment en marchandises dont la valeur augmente. Cette valeur ajoutée par le processus de production est largement supérieure au salaire que perçoit le travailleur pour le temps de travail effectué. C'est la grande découverte de Marx : la différence entre le salaire et le temps de travail, le travail non

payé, c'est la plus-value, le profit à venir. La plus-value est la valeur du surtravail non payé. Quand une demi-journée de travail suffit objectivement à la rémunérer, le salarié doit pourtant prolonger sa tâche au-delà, sur toute une journée qu'exige contractuellement son employeur. En clair, le salarié est contraint d'offrir une demi-journée à son patron ; et c'est la moyenne encore de nos jours. Ce cadeau est la seule véritable source des profits, dont une part sert maintenant à accroître les revenus des capitalistes financiers, des actionnaires qui reçoivent beaucoup d'argent sans lever le petit doigt. La ficelle est énorme, tellement grosse, que nous n'en avons que peu conscience, souvent convaincus, par la force des apparences, d'être rémunérés à la valeur de ce que nous produisons. C'est précisément là que réside le véritable scandale de nos salaires. Nos revenus ne sont pas trop maigres uniquement parce qu'ils ne nous laissent pas de quoi vivre décemment. Ils sont trop maigres parce que ne nous revient qu'une faible part de ce que nous produisons nous-mêmes. Le capitalisme n'est donc pas ce système virtuel où, par magie, l'argent se générerait de lui-même. Non, c'est un système réel qui produit de l'argent en volant le fruit du travail de tous les salariés. [...] *Le Capital* est au cœur des découvertes et réflexions de Marx. Cette œuvre n'a pas émergé en laboratoire clos, loin des réalités, sous les équations d'un professeur nimbus rouge. Marx est le fondateur de la première Association internationale des travailleurs dont le but était de renverser le capitalisme et d'établir le socialisme. *Le Capital* a été échafaudé à partir de

l'observation du monde – qui n'a pas fondamentalement changé depuis –, et dont les crises à répétition désagrègent toujours la société plus de 140 ans après sa parution. Il se dit même que certains capitalistes lisent Marx en douce pour tenter de comprendre ce qui leur arrive. Garde donc précieusement les deux volumes de ce manga, ton employeur pourrait bien avoir envie de te les voler. C'est un bon GPS sur le chemin de l'émancipation.

**Olivier Besancenot**



(Éditions Soleil manga)



POLITIQUE

# Connivences et complicités

À l'heure où la révolution gagne de plus en plus de pays du Maghreb et du Proche-Orient, il est urgent de dénoncer les complices des dictateurs corrompus et sanguinaires dans nos propres frontières.

**D**epuis quelques années, Kadhafi, le «chien enragé du Proche-Orient» comme l'appelait Ronald Reagan dans les années 1980, était devenu un allié de Washington dans sa lutte contre le terrorisme. Le dictateur sanguinaire, qui massacre le peuple insurgé à l'heure où ces lignes sont écrites, fut accueilli à Paris en grande pompe il y a deux ans. Une preuve supplémentaire que la condamnation ou le soutien à des dictateurs n'est qu'une question d'opportunité.

Le clan Sarkozy n'a rien vu venir ni de la chute de Ben Ali, ni même de celle de Moubarak et court encore après l'événement en Lybie. La «diplomatie» – traduisez l'impérialisme – made in France est à la ramasse depuis le début.

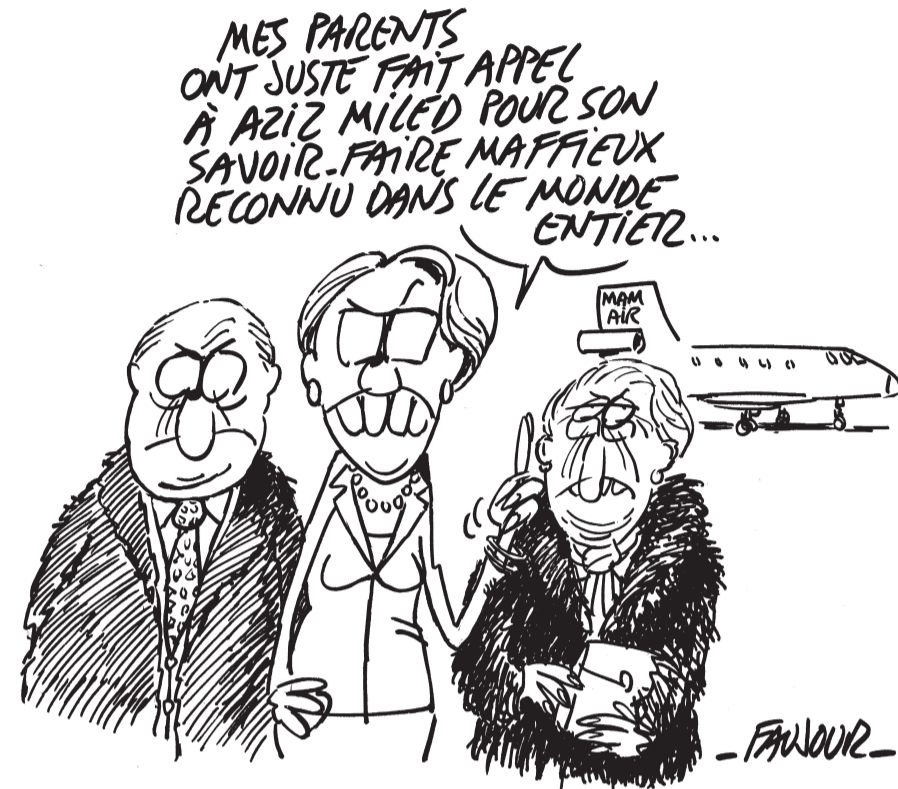
Selon le *Canard Enchaîné* et Mediapart, l'avion privé qui a transporté Michèle Alliot-Marie lors de ses vacances à Tunis à Noël serait le même que celui qui a évacué Ben Ali en catastrophe. Tout un symbole. Contrairement à ce qu'elle a affirmé, le propriétaire de l'avion, un «ami de longue date» de la ministre, n'était pas un adversaire du clan Ben Ali-Trabelsi mais un soutien proche. Un des grands bénéficiaires de la redistribution du produit de la corruption que le pouvoir en place a organisée pendant plus de 30 ans.

Prise dans une tempête médiatique, Alliot-Marie a dû se rendre en catastrophe au 20 heures de France 2, le 7 février, pour s'expliquer. Elle a affirmé avec un faux aplomb qu'au moment de ses vacances dorées, les «événements» n'avaient pas encore débuté, que «dans son souvenir», le jeune Mohamed Bouazizi – dont au passage elle avait oublié le nom –, ne s'était pas encore immolé par le feu. Ce tragique événement avait pourtant eu lieu le 17 décembre, soit une bonne semaine avant. Ce dérapage scandaleux montre à quel point le sommet de l'État fait preuve d'arrogance et de suffisance.

François Fillon n'est pas en reste, lui qui s'est rendu au Caire lors des mêmes vacances en partie aux frais de Moubarak. Le 9 février dernier, le Premier ministre déclarait encore à l'Assemblée nationale que la France entretenait de «très bonnes relations diplomatiques» avec le président égyptien, «un homme qui a joué un rôle clé dans l'établissement du processus de paix au Proche-Orient».

## Dans la continuité du colonialisme

L'attitude d'Alliot-Marie ou Fillon est emblématique d'une conception des relations avec les pays du sud de la Méditerranée qui se situe dans la continuité du néo-



colonialisme. De De Gaulle à Giscard, de Mitterrand à Chirac, les relations avec les dictateurs corrompus ont permis d'assurer la continuité d'une politique qui vise à protéger les intérêts économiques, politiques et militaires de la France. Hier Elf au Gabon, aujourd'hui Orange ou Carrefour en Tunisie.

L'hypothétique projet d'Union pour la Méditerranée que Sarkozy a cherché à promouvoir avec fracas, a pour but, sous couvert de coopération et d'aide au développement, à la fois de défendre les intérêts de la France face à la concurrence des États-Unis et de la Chine et de renforcer la forteresse Europe contre l'immigration de la misère. L'Union pour la Méditerranée est co-présidée par... Hosni Moubarak. Le 30 août dernier, Sarkozy déclarait que c'était toujours «avec un infini plaisir» qu'il «recevait le Président Moubarak» à Paris. L'empathie de Sarkozy n'est pas réservée au dictateur égyptien. En 2009, lors d'un voyage à Tunis, il saluait sans rire «un régime engagé dans la promotion des droits universels et des libertés fondamentales», où «l'espace des libertés progresse».

Les grands principes sur les valeurs universelles de la démocratie et des libertés s'effacent sans aucun problème face à celles du fric et des armes.

À gauche on n'est hélas pas en reste. Strauss-Kahn saluait tout récemment la Tunisie comme «le bon élève de la classe»

de la mondialisation. De quoi souligner que les dictatures des pays arabes ne sont pas condamnables uniquement sur le plan démocratique mais aussi parce qu'elles appliquent les potions amères du FMI qui creusent les inégalités. D'ailleurs le printemps des peuples arabes prend à la fois en charge des tâches démocratiques et sociales.

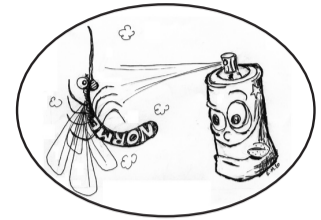
Au moment où la France livrait des grenades lacrymogènes à la Tunisie, les partis de Ben Ali et de Moubarak siégeaient à l'Internationale socialiste.

La raison d'État fait des ravages même dans le camp de la gauche antilibérale où, toute proportion gardée, on a entendu des propos étonnants. Mélenchon, pris d'une étonnante fièvre élyséenne, indiquait sur Europe 1: «Le militant que je suis dit à Moubarak, dégage!», mais «par contre, en tant que président de la République je me garderais bien de tenir ce discours à l'égard d'un autre peuple souverain et libre» et si «un de ses ministres s'exprimait comme l'a fait le secrétaire d'État à la Jeunesse [Jeannette Bougrab], il prendrait la porte deux secondes après».

Le rôle d'une gauche digne de ce nom, c'est de descendre dans la rue pour soutenir les peuples en lutte, organiser la solidarité internationale concrète, dénoncer les assassins et dévoiler leurs complices.

Fred Borras

# Normicides



**B**on, le sport, on a bien compris que c'était de la torture psychologique, donc ça c'est fait, on assume, on n'y va pas. Cependant ces bourrelets, ils sont toujours un peu plus durs à assumer, la gelly anglaise c'est bon mais quand on y ressemble c'est moins drôle. Et puis comment se sentir bien alors que tout nous fait penser qu'on ne peut pas l'être? On a bien essayé de sortir mais dès qu'on met le pied dans le métro, la dame de la pub pour la croisière en Égypte nous rappelle à quoi il faut ressembler! Du coup, on se dit qu'on va marcher pour aller à notre point B mais là c'est le kiosque à journaux qui nous fait coucou de la main pour nous indiquer tous les nouveaux numéros «spécial anticellulite»! Après cette dure journée où l'on nous a bien fait comprendre que notre corps n'était pas «adapté» (aux beaux jours, au bonheur ou à la nouvelle mode des mini shorts) on rentre, affalées, prêtes à allumer la télé... Et les mêmes clones de corps parfaits nous parlent de l'autre côté de l'écran!

Cependant, en y réfléchissant, dans le métro, sur le quai, en face des affiches, dans la rue près du kiosque à journaux ou sur le canapé au dessus de mon bidon rebondi, je ne les ai pas vus ces corps-là! Alors c'est donc ça l'oppression des femmes? Des fantômes qu'on nous impose et qui nous font culpabiliser?! Moi j'ai qu'un conseil: on prend un Mars et on repart!

*CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous! qui le transmettra à l'équipe Normicides.*

*Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent, et d'inviter chacun à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.*

## courrier Pour nous écrire, pour prendre contact: [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

### Les parangons des droits humains

#### Lettre ouverte à Florence Cassez

Chère Florence,  
Un président dont le gouvernement vient de faire adopter la loi Loppsi 2 sur la sécurité (sic) intérieure, qui expulse les étrangers en allant jusqu'à faire arrêter leurs enfants dans les écoles de la République, qui poursuit de sa vindicte les Tziganes, qui fait de toute intervention en matière des droits humains une scène de théâtre, qui... J'en passe, et des pires.

Un président dont le gouvernement réprime violemment le mouvement social, qui se fiche des centaines de femmes disparues, violées, assassinées à Ciudad Juarez et ailleurs, dont la justice et la police ne font pas toujours leur travail dans les règles de déontologie, qui fait aussi voter des lois scélérates sur la sécurité, qui... J'en passe et des pires. Ces deux présidents, aux politiques similaires, sont séparés par l'océan. L'un cherche la réélection à la

présidence l'année prochaine et l'autre, le maintien de son parti à la présidence en 2012 aussi. L'un et l'autre ont décidé, au nom d'un nationalisme étroit pour le Mexique, et de droits humains à géométrie variable pour la France, d'utiliser ton cas pour faire oublier le rejet de leur politique par l'immense majorité de leur peuple.

Ils t'utilisent, l'un comme symbole d'une France impériale et méprisante, envahisseuse du Mexique, l'autre comme symbole de la liberté bafouée par la justice d'un pays corrompu, pour faire briller leur étoile descendante et tenter de faire oublier au peuple leurs politiques néolibérales assassines. L'un et l'autre continuant néanmoins leur coopération en matière de police et d'armement.

Florence, je t'ai rencontrée l'année dernière, à la prison de Tepepan. J'y suis allée sans bien connaître ton affaire. J'en suis ressortie avec la conviction que tu étais la victime d'une machination qui te dépasse et dont tu n'es devenue le centre que par hasard.

Tu m'as dit alors que tu ne voulais pas de transfert en France mais la reconnaissance de ton innocence. Et, quand je t'ai dit «à cet été, j'espère, en France», tu m'as répondu «je crois qu'avant les élections, il n'y aura rien!»

Je ne veux pas que cette lettre que j'adresse aux médias français et la lettre ouverte que j'ai adressée à mes amis mexicains par l'intermédiaire de la Jornada pèsent négativement sur ton cas mais c'est mon grain de sel, ma petite goutte d'eau dans un océan d'injustices. Injustice aussi le peuple français privé de mieux connaître l'art et la culture du Mexique, et pour les artistes mexicains privés de voyage par la décision d'un président qui ne s'intéresse, pas plus que celui de ce côté de l'océan, à la culture. L'objectif de leurs politiques est, au contraire, d'en limiter l'expression et de la détruire. Hasta pronto Florence.

Françoise Escarpit, ex-correspondante de presse au Mexique

**Égypte. P. S. (Web):** Intéressant article du blogueur égyptien Hossam el-Hamalawy paru dans *Tout est à nous!* n° 90 au sujet des limites des promesses des forces armées égyptiennes. Avec une ambiguïté certaine lorsque ce blogueur dénonce par avance les orientations du gouvernement égyptien «civil» promis par l'armée qui ne manquera pas de «s'assurer[a] que l'Égypte continuera de suivre la politique étatsunienne, qu'il s'agisse de la paix dont personne ne veut avec Israël». Est-ce à dire que son auteur prône l'instauration d'un gouvernement qui reprenne les hostilités militaires avec l'état hébreu? Et qu'en pense la rédaction de *Tout est à nous!* qui a choisi cet article comme article de fond sur la situation politique en Égypte?

À l'issue du premier congrès du NPA, les quatre plateformes d'orientation dressent une première analyse et des propositions pour l'avenir du parti et sa place dans les luttes et les élections à venir.

## POSITION 1 Dépasser les clivages, rassembler le parti

À l'issue des congrès locaux, aucune position n'a recueilli de majorité claire. Arrivée en tête, mais avec moins de 50% des voix, la position 1 avait néanmoins la responsabilité de faire des propositions à toutes les délégués pour chercher à dépasser les clivages. C'était le sens du projet de déclaration publique que nous avons soumis à la discussion de toutes et de tous. Cela n'a hélas pu aboutir et nous le regrettons. Ce premier congrès national du NPA aura été vécu difficilement par une très grande majorité de délégués et de militantes. Il faut maintenant prendre le temps d'une discussion approfondie pour établir les modalités d'un débat interne satisfaisant. Le NPA est sans doute le parti le plus démocratique qui existe sur l'échiquier politique mais son fonctionnement est largement perfectible : il faut s'y atteler toutes et tous ensemble. Nous devons continuer à enraciner le parti, à développer ses structures départementales, régionales, en créant des liens entre ces structures, la direction, les commissions et développer notre implantation dans des secteurs cibles que sont la jeunesse, les

quartiers populaires et les entreprises.

Au-delà, la situation politique et sociale, brûlante à plus d'un titre, nous invite plus que jamais à nous rassembler.

Pour participer aux luttes contre les politiques d'austérité drastique qui visent à faire payer la crise à la majorité de la population, pour participer à la solidarité concrète avec les révolutions qui se propagent dans le monde arabe, il y a besoin de toutes les forces du NPA et il n'y a pas de divergences entre nous sur ces objectifs.

Nous défendons des réponses anticapitalistes et antiproductivistes aux crises et il faudra les porter dans les luttes mais également lors des prochaines échéances électorales. Le congrès a énoncé les campagnes que le NPA doit mener contre le G8/G20, contre la loi sur la réforme de la Sécurité sociale, contre le racisme, en solidarité avec le peuple palestinien... Il faut maintenant les concrétiser.

Pendant que la droite poursuit son offensive antisociale et rogne les libertés publiques, le PS prépare l'alternance. Ce parti

n'est en rien un rempart contre l'offensive actuelle du gouvernement. Lorsque ses homologues sont au pouvoir en Espagne ou en Grèce, ce sont les mêmes politiques libérales qui sont menées. Que ce soit le candidat qui sortira vainqueur des primaires socialistes, son programme est incompatible avec celui d'une gauche digne de ce nom. C'est pourquoi il faut poursuivre dans la voie de la construction d'un mouvement anticapitaliste clairement indépendant du PS. Il faut le faire en étant ouvert à des démarcations qui iraient dans ce sens. Mais il faut le faire sans relâche, sans lâcher la proie pour l'ombre, même quand le vent souffle de face. En juin, en fonction de la situation, le NPA décidera les formes de sa présence en 2012. Mais il sera présent. Il faut décevoir tout de suite ceux qui ne rêvent que de nous enterrer. Parce qu'il y a besoin qu'un maximum de militantes et de militants anticapitalistes agissant de concert au quotidien contre toutes les injustices, pour la rupture avec ce vieux monde, pour que la vie de toutes et de tous devienne passionnante, continuons le processus fondateur. Continuons le combat !

## POSITION 2 Tourner le parti vers l'extérieur, construire le NPA

Le constat est évident : nous avons vécu un congrès de crise, alourdi par un sentiment de gâchis. Encore faut-il en comprendre les raisons, et indiquer malgré tout les pistes qui permettront de donner au projet NPA une nouvelle dynamique.

Comprendre ce qui s'est passé au congrès, c'est d'abord prendre la mesure des dégâts provoqués par la crise de direction depuis un an et demi sans se réfugier derrière des faux-semblants, en dénonçant pêle-mêle le jeu des tendances (les autres, évidemment...) et la complexité de débats, lesquels n'ont fait tout simplement que refléter des désaccords bien réels, pas simples à surmonter.

Mais il était possible malgré tout de commencer à surmonter notre paralysie. Nous aurions pu en particulier travailler sérieusement à un appel commun à partir de ce qui rassemble et non ce qui divise, comme l'ont fait la P3 et la P1, chacune de ces deux positions tenant à tout prix à mettre l'élection présidentielle au cœur de leur projet, ce qui évidemment ne pouvait pas

aboutir à un quelconque accord. La proposition que nous avons faite était destinée à lever cet obstacle et méritait sans doute qu'on s'y attarde un peu plus...

Il aurait été également judicieux de ne pas en rajouter sur la religion, un débat certes important mais pas au point de devoir susciter une nouvelle conférence nationale qui, ajoutée à celle sur les présidentielles en juin, ne fera qu'accentuer le repli du parti sur lui-même sans lui donner les moyens de surmonter les désaccords existants.

La priorité aujourd'hui est de tourner le parti vers l'extérieur, au moment où le gouvernement et le patronat reprennent l'offensive contre le monde du travail, les chômeurs, les précaires, l'ensemble des classes populaires ; alors même que le souffle des révolutions dans les pays arabes apparaît comme une promesse et un espoir, bien au-delà des rives de la Méditerranée.

C'est la raison pour laquelle nous avons fait deux propositions au congrès :

- La première répond à la nécessité de mener à une large échelle

le débat d'idées sur la crise et sur l'anticapitalisme. Les désaccords entre les différents textes restent importants. Mais il est peut-être possible – cela reste à vérifier – d'explorer la possibilité d'une brochure rédigée en commun à partir du meilleur de nos textes, en direction d'un large public.

- La seconde répond à la nécessité de mobiliser le parti sur des tâches immédiates, mais en évitant de produire un catalogue sans hiérarchie, ou un agenda pour militants, plutôt en avançant l'idée comme nous l'avons écrit dans notre projet d'appel de « proposer une campagne pour regrouper les forces du monde du travail autour des revendications essentielles de celui-ci : pour une augmentation générale de 300 euros, pour l'interdiction des licenciements, pour l'abrogation de toutes les mesures qui ont été prises contre nos retraites, l'hôpital public et la sécurité sociale... » Cela répond à la situation actuelle.

Pour remobiliser le parti – sans nier les divergences – nous devons contribuer utilement à remobiliser notre classe sans attendre 2012. C'est possible dès maintenant.

## POSITION 3 Il est encore temps... mais le temps nous est compté !

Deux ans après sa création, le NPA s'est considérablement affaibli et connaît une grave crise. De nombreux militants sont désorientés. L'existence même de notre parti et de son projet fondateur – un parti large, ouvert, unitaire, pluraliste – sont menacés.

Le NPA serait-il devenu un parti dont l'unique objectif est de se construire ? Un parti dont on ne parle plus que pour souligner son choix persistant de rester seul et d'ignorer la réalité, il est vrai complexe, de la gauche radicale.

Il faut rompre un isolement destructeur !

Croire qu'il ne s'agirait que d'une « crise d'adolescence » est une erreur, croire qu'un peu de temps, quelques mobilisations sociales et une dose de volontarisme pourraient résoudre notre crise est une illusion. En témoigne le puissant mouvement contre la casse des retraites qui ne nous a permis, ni d'enrayer l'hémorragie militante, ni de nous doter d'une orientation cohérente pour s'adresser réellement à « toutes celles et ceux qui ne lâchent rien ».

Ce serait aussi oublier que le projet fondateur de notre parti répondait à une aspiration radicale et unitaire qui s'était déjà exprimée les années précédentes, dans les mobilisations sociales et lors de la campagne contre le projet de constitution européenne. La crise du NPA renvoie à son orientation : le refus de s'adresser aux forces de gauche qui s'affirment en rupture avec l'orientation social-libérale du PS a jeté le trouble chez nombre de celles et ceux qui, en se tournant vers le NPA, cherchaient à construire de nouveaux chemins pour transformer radicalement la société. Sans parler d'un « nouveau » parti qui a eu les plus grandes difficultés à intégrer des traditions militantes diverses dans ses modes de fonctionnement.

Que de temps perdu et d'énergies militantes gâchées !

Avec la crise financière, le capitalisme accélère la destruction systématique des droits sociaux, des libertés démocratiques et de l'environnement. Les droites ultra-libérales et néo-fascistes s'allient. Dans certains pays, il n'y a même plus de gauche. Si le souffle des révolutions qui embrasent l'autre côté de la

Méditerranée secoue la vieille Europe, force est de constater que la puissance, parfois inédite, des mobilisations sociales ne parvient pas à y arrêter les destructions en cours.

Le temps nous est donc compté.

Il y a urgence que le NPA rompe avec une politique le plus souvent guidée par le maintien des équilibres internes et des calculs à court terme.

Il y a urgence à rassembler une majorité dans le parti portant une orientation unitaire qui réponde aux nécessités de la période.

Il y a urgence à ce que les anticapitalistes pèsent à nouveau sur le cours des événements.

Il ne s'agit pas de baisser les bras. Nous appelons toutes les camarades qui partagent ce point de vue à se rassembler pour défendre ensemble la nécessaire et possible réorientation du NPA pour un parti large, ouvert, unitaire et pluraliste et pour intervenir dans les débats à la gauche du PS ou en lien avec des forces du mouvement social qui désirent prendre des initiatives.

## POSITION 4 La crise du parti se poursuit, mais le combat pour un NPA prolétarien et révolutionnaire progresse : plus que jamais, on continue !

Crise du capitalisme, résistances en Europe, mouvement historique contre la réforme des retraites ici, levée révolutionnaire dans les pays arabes : quel contexte serait plus favorable pour relancer le NPA, forger un parti révolutionnaire et internationaliste ?

Pourtant, le congrès n'a fait qu'aggraver la crise du parti. La direction (P1) n'est toujours que la première des minorités. Elle a refusé un vrai bilan alors que le NPA a perdu des milliers de membres, ne s'est pas implantée dans les secteurs clés du prolétariat et n'a pas su gagner l'avant-garde de l'automne. Au lieu de trancher les questions stratégiques débattues depuis des mois, elle a maintenu sa ligne floue et indécise, présentée comme un juste milieu entre la P3 trop sensible aux sirènes du Front de gauche et les P2 et P4 prétendument « isolationnistes ». En fait, la P1 partage avec la P3 un programme frisant le réformisme, avec des « réponses à la crise » axées sur un « gouvernement au service de la population » pour une « transition écologique et sociale ». Mais la P3 a au moins le mérite d'être

cohérente en prônant un front permanent avec le FdG.

Au contraire, notre P4 a défendu un programme de transition qui, partant des revendications immédiates, défend l'objectif d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, seul capable de les satisfaire de façon sérieuse et durable par l'expropriation des capitalistes, la liquidation de l'État bourgeois, le socialisme. D'où une stratégie incompatible avec celle des réformistes : alors qu'ils misent sur les urnes et les institutions, notre priorité est la lutte de classe et l'auto-organisation. Alors que les directions syndicales et le FdG se sont opposées à la grève générale par leurs « journées d'action » sans perspective, c'est notre objectif central pour vaincre Sarkozy sans compter sur 2012 et le PS. Contre toute « unité » programmatique avec les réformistes, le vrai front unique ouvrier suppose des revendications claires pour mobiliser les masses et inclut l'indépendance du parti, le devoir de dénoncer les impasses réformistes.

Dans les luttes comme durant la préparation du congrès se sont confirmées nos différences, mais aussi nos convergences avec les camarades de la P2. Ils proposent de réorienter le parti en

donnant la priorité aux luttes, en s'opposant à l'électorisme de la direction et en revendiquant le projet d'un NPA révolutionnaire. Mais en même temps les dirigeants de la P2 ont affirmé lors du congrès que leurs divergences avec la P1 n'étaient pas si grandes et lui ont proposé de constituer une majorité commune sur des bases minimales confuses. Le refus de la P1 a conduit la P2 à maintenir son propre projet d'appel, auquel nous avons apporté un soutien critique bien qu'elle ait refusé de répondre à notre proposition d'un appel commun P2-P4. Nous appelons la P2 à tirer les conclusions de son propre combat en mettant en œuvre la construction d'une grande tendance qui se batte pour rendre majoritaire le projet d'un NPA révolutionnaire.

C'est vital pour gagner de nouveaux camarades de la base et éviter de nouveaux départs, pour nous construire au cœur du prolétariat par l'intervention résolue dans les luttes et un programme le plus avancé possible. C'est ainsi que nous remettrons au plus vite à l'heure les pendules du NPA : l'heure de Tunis, du Caire et de Benghazi !

# « Un bateau pour Gaza » sur les routes...

Avant de passer par la mer, la mobilisation en France pour briser le blocus de la bande de Gaza est passée d'abord par la terre. Deux ans après la fin de l'attaque israélienne, une vingtaine de villes en France ont en effet accueilli le « Bateau Gaza Tour », dans le cadre de la campagne « Un bateau pour Gaza ». Le camion a sillonné les routes de France, avec à chaque étape des prises de parole de rue ou sur les marchés, des projections-débats, des collectes de fonds pour financer l'achat du bateau qui partira aux côtés d'une vingtaine d'autres fin mai. Le bilan de cette tournée permet d'affirmer que la campagne est maintenant bel et bien lancée. Preuve en est l'accélération des dons récoltés : trois fois le montant des trois derniers mois au cours des 20 derniers jours, ce qui permet d'affirmer que la participation de la coalition française à la prochaine flottille sera effective. La fréquentation des réunions et les échanges lors des interventions de rues ont aussi montré combien cette campagne résonnait avec une volonté d'action pour briser l'impunité dont jouit Israël. Le lien

avec la campagne internationale Boycott désinvestissement sanctions (BDS), la répression qui tente de s'abattre contre ses militants, les révolutions arabes, ainsi que bien entendu la situation en Palestine et notamment à Gaza ont été autant de sujets de débats lors des différentes rencontres. Cette tournée a également pu donner des idées et la confiance nécessaire pour amplifier la campagne. Ainsi, à Perpignan, des interventions sur les marchés populaires sont prévues, tandis qu'à Bordeaux, une tournée régionale est organisée, afin d'intervenir dans toutes les villes de l'agglomération début mars. Au-delà de la seule campagne pour la levée totale du blocus de Gaza, cette mobilisation est un levier pour renforcer le mouvement de solidarité avec la lutte du peuple palestinien, en révélant son ancrage sur tout le territoire et en élargissant sa composition sociale. Il reste cependant du chemin à parcourir pour atteindre ce dernier objectif, afin que la composante active du mouvement soit à l'image des imposantes mobilisations de rue en réaction aux attaques israéliennes contre la bande de Gaza : jeune et majoritairement



Le camion en halte à Bordeaux. (JR)

en provenance des quartiers populaires. Certaines étapes de la tournée ont montré qu'il était possible de réunir ces différentes parties de la population. À Clermont-Ferrand par exemple, alors que 4000 euros étaient récoltés dans la journée, 300 personnes remplissaient l'amphi de la fac de lettres pour participer au débat. Des jeunes venus des quartiers populaires côtoyaient les militants de la première heure, échangeant jusqu'à la fermeture de la fac sur la situation dans la région et les moyens d'action. Bilan, plus de 30 contacts pris pour le collectif, et une grosse envie des jeunes d'entrer dans l'action. Ce succès démontre la possibilité de mobiliser autour

de cette campagne, mais ne doit rien au hasard : elle faisait suite à plus d'une semaine de diffusion massive, notamment en direction des jeunes de l'agglomération. Voilà le type d'initiative dont il faut s'inspirer, afin de construire une campagne populaire, qui soit un point d'entrée dans l'action militante pour les nombreux jeunes mobilisés lors des manif et ainsi renforcer le mouvement de solidarité pour les batailles de longue haleine qui nous attendent, la campagne BDS notamment.

**Julien Rivoire**

Pour suivre la campagne :  
unbateaupourgaza.fr

# La Poste réprime : ripostons !

La Poste S.A a engagé une série de réorganisations à marche forcée qui ont déjà supprimé plusieurs dizaines de milliers d'emplois et génèrent un accroissement brutal des charges de travail et mal-être des postiers. Si la presse nationale se fait régulièrement l'écho des suicides, elle fait silence sur les nombreuses luttes locales qui répondent aux agressions contre le service public, l'emploi et les conditions de travail. Pour gérer ces ripostes, la direction a défini une ligne de conduite tenant en deux mots : mutisme et répression. Même lors de conflits tel que celui de Marseille, qui dura près de 120 jours, elle n'engagea de prétendues négociations qu'après 60 jours de grève ! Les grèves des bureaux d'Argenteuil, Nice, Paris 15<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, etc., ont été l'année dernière révélatrices de la réactivité des postiers mais aussi de la politique

de La Poste, qui impose des conflits longs (jamais moins de quinze jours) et difficiles. À l'occasion de deux mouvements, en 2009 et 2010, les grévistes des Hauts-de-Seine (92) se sont adressés aux autres postiers en multipliant les prises de parole et interventions dans d'autres départements que le leur. Passant outre les barrières géographiques (ou syndicales !) artificielles, ils ont tenté de populariser leur lutte et de regrouper, dans la grève, autour d'elle. C'est cette pratique que la direction de La Poste sanctionne aujourd'hui. Après une grève de 60 jours ce printemps, deux militants de SUD 92, Bertrand et Yann (fonctionnaires), sont aujourd'hui exclus de fonction pour un an, dont neuf mois fermes pour le premier, et deux ans dont dix-huit mois fermes pour l'autre. Un troisième militant SUD 92, Gaël (contractuel), est aujourd'hui en instance

de licenciement. Après avoir été déboutée par l'inspection du travail, La Poste a fait appel au ministre du Travail pour qu'il accède à sa requête, démarche politique s'il en est. Les 20 et 27 juin, seize grévistes (dont Olivier Besancenot) passeront devant la chambre correctionnelle de Nanterre pour une prétendue séquestration. Pour ne pas être en reste, la direction vient de sanctionner deux autres militants parisiens, Olivier R. (SUD) et la secrétaire de la CGT de Paris 11<sup>e</sup>. Face à cette vague répressive sans précédent et en soutien aux postiers du 92, un collectif regroupant de nombreuses organisations des Hauts-de-Seine (SUD, CGT, FSU, PCF, GU, NPA, MPEP, LDH...) appelle à un rassemblement devant le ministère du Travail (métro Varennes) le 2 mars, à 14 heures.

**Erwan Piam**

# brèves de campagne...

**Die Linke.** Vendredi 18 février, Andrej Hunko, député Die Linke d'Aix-la-Chapelle, était invité avec sa suppléante Sylvia Gabelmann par le NPA Oise pour une réunion publique à Creil. 30 personnes, essentiellement des militantEs de gauche, ont ainsi pu en apprendre plus sur l'exemple de Die Linke en Allemagne et poser la question que beaucoup se posent à la gauche du PS : cette union est-elle transposable dans toute l'Europe ? Il apparaît que Die Linke est divisée en plusieurs courants, des réformistes aux anticapitalistes (dont fait partie Hunko). Son essor est notamment dû à la déception des contre-réformes du SPD quand il était au pouvoir. Ainsi, en 2009, Die Linke obtenait 12% aux élections fédérales, avec 76 élus sur 614. Cette expérience a néanmoins ses limites, liées notamment à son absence de programme et à ce dilemme : comment construire un parti fort et indépendant avec les contraintes parlementaires ? Die Linke est ainsi confrontée à un décalage entre ce qu'attendent ses militants et son électeurat. Quand le parti gagne des places au Parlement, il perd des adhérents, ceux-ci refusant des exécutifs avec le SPD alors que les électeurs les plébiscitent. Par ailleurs, 27% de l'électorat de Die Linke se dit attiré par les idées racistes, contre 19% de

la population. Après deux heures de discussions, il est ressorti que si Die Linke est une expérience utile, elle ne peut être érigée en modèle européen.

**La galère des artistes.** Christophe, comédien et metteur en scène, actuellement au RSA et touchant moins de 500 euros par mois, a été condamné par le tribunal des affaires civiles de Caen à payer à Pôle emploi 35 400 euros, soit 70 mois de ses revenus actuels. Christian a été intermittent du spectacle pendant plusieurs années et a perdu son statut en 2005. On lui reproche d'avoir comptabilisé dans ses demandes d'indemnité, il y a plus de sept ans, des heures de travail qui sont considérées comme des heures d'enseignement. À l'époque, Christophe travaillait pourtant bien dans une compagnie de théâtre. Il s'agit en fait d'un déni de reconnaissance du métier de comédien qui comme tous les autres professionnels peut être amené à initier d'autres personnes à son métier. Dans le cas des artistes, il est courant que ceux-ci interviennent en ce sens auprès de différents publics, contribuant ainsi à la démocratisation culturelle. Il s'agit en fait pour Pôle emploi de récupérer de l'argent sur les salariés les plus précaires et de mettre fin à ce qui reste du statut d'intermittent.

# Hommage

Notre camarade et ami Mario nous a quittés brutalement en ce mois de février. Né à Tolède dans les prisons franquistes, Mario a vécu avec ses parents toutes les oppressions de l'après-guerre civile espagnole. Envoyé en France dans l'espoir d'une vie meilleure, il y reste définitivement, sans jamais trahir la mémoire des vaincus. Toute sa vie a été marquée par le sens de la solidarité et par le combat contre les injustices. En tant que citoyen, il met son énergie au service de la vie associative de Vauvert (Gard). Devenu assistant familial, il accueille pendant de longues années des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance. Syndicaliste à SUD Conseil général du Gard, il est de tous les combats pour défendre les salariés et les services publics. Mario nous avait rejoints lors de la création du comité NPA de Petite Camargue dont il a été un membre moteur. Son sourire, sa générosité, son dynamisme et son optimisme nous manquent cruellement. À sa femme Nicole et à ses quatre filles nous apportons toute notre amitié. Toi Mario, nous te saluons, hasta siempre companero !

## S'abonner à Tout est à nous !

### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
- Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
- Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel  
et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
<input type="text"/>	<input type="text"/>
N° DE COMPTE	
<input type="text"/>	
CLÉ RIB	<input type="text"/>
Date : .....	
Signature : .....	<input type="text"/>

### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
.....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque, à l'ordre de :** NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

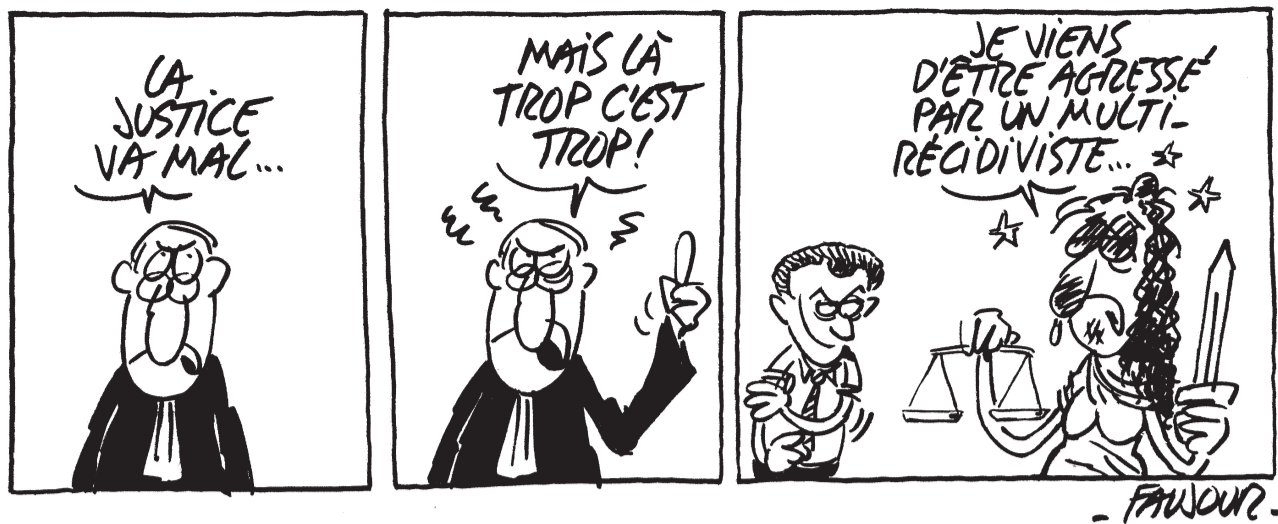
- Tarif standard**
- |                 |  |   |
|-----------------|--|---|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>28 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>56 euros</b>  |
| Mensuel         | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>22 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>44 euros</b>  |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>50 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>100 euros</b> |

### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- |                 |  |  |
|-----------------|--|--|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>20 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>40 euros</b> |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>38 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>76 euros</b> |

### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



**Zemmour condamné, oui... mais.** Ne boudons pas notre plaisir, c'est une victoire : Zemmour est condamné pour provocation à la discrimination pour ses propos tenus dans l'émission d'Ardisson : « Mais pourquoi, on est contrôlé 17 fois ? [...] Parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes... C'est un fait ». Et pour avoir répondu sur France Ô : « C'est leur droit » à un intervenant qui dénonçait les employeurs demandant aux agences d'intérim de ne pas leur envoyer des personnes noires ou d'origine maghrébine. Néanmoins, le fait que la diffamation n'ait pas été retenue, que la peine ne soit qu'une amende de 2000 euros avec sursis montre bien que le racisme est devenu acceptable dans ce pays. Les défenseurs de Zemmour ne s'y sont pas trompés et lors du délibéré auquel le chroniqueur n'assistait pas, le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, a quitté la salle en se faisant traiter de « stalinien » ! Ce n'est pas ce genre de condamnation qui fera taire les racistes, au contraire, cela leur donne confiance. Ainsi, le sinistre Lionel Lucca, député UMP des Alpes-Maritimes, connu pour ses actions, notamment contre le film *Hors-la-Loi*, publiait un communiqué sur son site selon lequel : « La condamnation (avec sursis !) d'Éric Zemmour illustre la dérive judiciaire contre la liberté d'expression dans notre pays qui interdit à un journaliste de parler. Dans le même temps, certains rappeurs qui insultent la France et les Français et

appellent au meurtre des forces de l'ordre ne sont pas condamnés, au nom de la création culturelle. Cherchez l'erreur. Cette dérive judiciaire qui précède la dérive totalitaire impose désormais la révision des lois qui la permettent. »

**Les personnes handicapées sacrifiées aux intérêts des promoteurs.** La loi réformant le fonctionnement des maisons départementales pour les personnes handicapées a été votée le 17 février à l'Assemblée nationale. Mais parmi les mesures adoptées, figure une disposition permettant dans certains cas de déroger à l'obligation d'assurer l'accessibilité des locaux d'habitation neufs. L'Association des paralysés de France dénonce cet article de la loi, arguant qu'il n'existe pas d'impossibilités techniques lorsqu'il s'agit de bâtiments neufs. Encore une fois, les promesses du candidat Sarkozy n'engagent pas les actions du président du même nom. Et ce, alors même que la France a signé la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées et qui prévoit la conception universelle !

**Grèce, grève générale le 23 février.** Carte mensuelle de transport passant de 35 à 45 euros, premiers accords individuels d'entreprises niant les conventions collectives et la semaine passée, annonce par la troïka (FMI, Union et Banque européennes) de la vente de biens publics pour trouver 50 milliards d'euros d'ici 2015... Pièrre démenti du gouvernement précisant

qu'il ne s'agit pas de vente mais de « mise en valeur », à coups de privatisations ! La coupe est pleine, et la confédération syndicale du privé GSEE appelle mercredi 23 à une nouvelle grève générale de 24 heures. Pour sa direction liée au Pasok, c'est sans suite, mais il pourrait en aller autrement car de très nombreuses mobilisations ont lieu : travailleurs des transports en commun depuis plusieurs semaines, médecins, ouvriers du textile non payés affrontant la police... Sans oublier les mobilisations radicales des habitants d'une banlieue contre une décharge, le mouvement national contre les péages et pour les transports gratuits, et la grève de la faim des 300 sans-papiers, désormais soutenus par GSEE et par le maire d'Athènes. La place Tahrir n'est pas si éloignée...

#### Libérez Jean-Marc Rouillan !

Emprisonné depuis 24 ans, Jean-Marc Rouillan aurait dû bénéficier d'un régime de semi-liberté le 7 mars prochain, selon la décision rendue par le tribunal d'application des peines, le 16 février. Mais le parquet de Paris a fait appel de la décision le jour-même, faisant preuve d'un rare acharnement. Rappelons qu'une précédente décision de justice tout à fait inique avait mis fin en novembre 2007 à une première mesure de semi-liberté, effectuée à Marseille, à cause d'une interview donnée à *l'Express* dans lequel, assumant son passé, il « refusait de cracher sur tout ce qu'il avait fait ».

Le chiffre

500 000

**C'est le nombre de salariés qui ont rompu leur contrat de travail « à l'amiable » en deux ans. Ce dispositif de rupture conventionnelle a été mis en place en 2008 et signé par tous les syndicats ayant droit de négocier, sauf la CGT. Il permet à un patron de se séparer d'un salarié avec l'accord de celui-ci et donc sans procéder à un licenciement. De nombreux patrons, surtout des PME, utilisent cette formule pour virer sans bruit des seniors ou procéder à des licenciements économiques sans établir un Plan de sauvegarde de l'emploi. Vu les pressions patronales dans les petites entreprises, on peut douter fortement de l'expression libre de la volonté des salariés concernés.**

Ce chantage permanent au reniement et à la repentance, que l'on exige d'aucun autre condamné, est proprement scandaleux. Jean-Marc Rouillan, adhérent de notre parti depuis sa fondation, doit être libéré au plus vite !

#### CGT et FN sont incompatibles.

La CGT a décidé de réunir tous ses adhérents de Moselle le 28 février pour parler de l'extrême droite. Cela fait suite à la suspension du syndicat des communaux de Nilvange (Moselle) dont Fabien Engelmann est le secrétaire tout en étant candidat aux cantonales pour le FN. « Dans un premier temps, on lui a demandé de démissionner. Il a refusé. On a réuni son syndicat. Les gens, en majorité, ont refusé de le désavouer. Du coup on a pris une mesure conservatoire, on va les voir jeudi prochain et continuer à expliquer que les idées du Front national n'ont pas leur place à la CGT », indique Denis Pesce de l'Union départementale CGT de Moselle. C'est bien parce que le syndicat prend l'affaire au sérieux que cette réunion est convoquée. Engelmann, qui a été membre du NPA, fait partie de ceux qui se

laissent bernier par le prétendu discours social de Marine Le Pen. Il est également membre de Riposte laïque qui avait organisé avec le Bloc identitaire les « Assises internationales contre l'islamisation ». Comme à l'accoutumée, le poison raciste distillé par Sarkozy et le gouvernement ne fait que renforcer les fachos.

#### Révolutions en Tunisie et en Égypte : venez en débattre !

La Société Louise-Michel, les éditions La Découverte et la fondation Copernic organisent une réunion publique, le 25 février, à Paris, avec Sophie Pommier, auteure de *Égypte, l'envers de décor*, Béatrice Hibou, auteure de *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie* et Nahla Chahal, chercheuse en science politique. RV à 19h30, Salle Jean-Dame, 17 rue Léopold-Bellan, Paris 2<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Sentier). Venez nombreux !

## LOGEMENT Expulsion de Jeudi noir



Paris, le 15 février. Le tribunal vient d'autoriser l'expulsion des membres de Jeudi noir de l'immeuble vide appartenant à AXA qu'ils occupaient avenue Matignon. L'expulsion a finalement eu lieu le 18 février. Trois jours plus tard, ils tentaient d'occuper un immeuble « mal acquis » appartenant à Ali Bongo, avec des militants anticolonialistes. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

## NO COMMENT

*Dans la vie on fait tous des erreurs, et on a tous droit au rachat.*

BORIS BOILLON, AMBASSADEUR DE FRANCE EN TUNISIE, À PROPOS DE KHADAFI, EN NOVEMBRE 2010 SUR CANAL+.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
François Coustal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®